
COMPTE RENDU DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DÉPARTEMENT DE LA
CHARENTE-MARITIME

COMMUNAUTÉ
D'AGGLOMÉRATION
DE LA ROCHELLE

Date de convocation
23/06/08

Date de publication :
07/07/08

SÉANCE DU 30 JUIN 2008 A PERIGNY

Sous la présidence de : Monsieur Maxime BONO, Président

Autres membres présents : Madame Marie-Claude BRIDONNEAU, Monsieur Jean-François FOUNTAINE (jusqu'à la 34^{ème} question), Madame Suzanne TALLARD, Monsieur Michel-Martial DURIEUX, Monsieur Denis LEROY, Monsieur Guy DENIER, Madame Maryline SIMONÉ, Monsieur Christian GRIMPRET, Monsieur Guy COURSAN, Monsieur Daniel GROSCOLAS (à partir de la 9^{ème} question), Monsieur Henri LAMBERT (jusqu'à la 34^{ème} question), Monsieur Christian PEREZ, Monsieur Jean-François VATRÉ, Monsieur Jean-Louis LÉONARD (jusqu'à la 11^{ème} question), Madame Nathalie DUPUY, Monsieur Pierre MALBOSC, Monsieur Aimé GLOUX, Madame Soraya AMMOUCHE, Madame Nicole THOREAU, Monsieur Jean-François DOUARD (jusqu'à la 11^{ème} question), Monsieur Jacques LEGET, Monsieur Jean-Pierre FOUCHER, Monsieur Patrick ANGIBAUD, Madame Marie-Anne HECKMANN, Vice-présidents

Monsieur Yves AUDOUX, Monsieur Michel AUTRUSSEAU, Madame Catherine BENGUIGUI, Monsieur Michel BOBRIE, Madame Marie-Sophie BOTHOREL, Monsieur Jean-Pierre CARDIN, Madame Marie-Thérèse CAUGNON, Monsieur Jean-Pierre CHANTECAILLE, Madame Christelle CLAYSAC, Madame Marie-Thérèse DELAHAYE, Monsieur Vincent DEMESTER, Monsieur Pierre DERMONCOURT, Monsieur Jack DILLENBOURG, Monsieur Alain DRAPEAU, Madame Sylvie DUBOIS, Madame Sylviane DULIOUST, Monsieur Olivier FALORNI (à partir de la 4^{ème} question), Madame Marylise FLEURET-PAGNOUX, Madame Patricia FRIOU, Madame Nathalie GARNIER, Monsieur Dominique GENSAC, Monsieur Gérard GOUSSEAU, Madame Brigitte GRAUX, Monsieur Christian GUICHET, Madame Josseline GUITTON, Monsieur Patrice JOUBERT, Monsieur Charles KLOBOUKOFF, Monsieur Guillaume KRABAL, Monsieur David LABICHE, Monsieur Patrick LARIBLE, Monsieur Sylvain MEUNIER, Madame Sylvie-Olympe MOREAU, Madame Dominique MORVANT, Monsieur Habib MOUFFOKES, Monsieur Marc NÉDÉLEC, Madame Brigitte PEUDUPIN, Monsieur Yannick REVERS, Monsieur Jean-Pierre ROBLIN, Madame Christiane STAUB, Monsieur Michel VEYSSIÈRE, Monsieur Abdel Nasser ZERARGA Conseillers

Membres absents excusés : Monsieur Jean-François FOUNTAINE (à partir de la 35^{ème} question), Monsieur Yann JUIN procuration à Monsieur Jean-Pierre ROBLIN, Monsieur Jacques BERNARD procuration à Monsieur Vincent DEMESTER, Monsieur Daniel GROSCOLAS procuration à Monsieur Michel VEYSSIÈRE (jusqu'à la 8^{ème} question), Monsieur Jean-Louis LÉONARD procuration à Madame Christiane STAUB (à partir de la 12^{ème} question), Monsieur Jean-François DOUARD (à partir de la 12^{ème} question) Vice-présidents

Madame Saliha AZEMA procuration à Monsieur Patrick LARIBLE, Madame Brigitte BAUDRY, Monsieur René BENETEAU procuration à Madame Marylise FLEURET-PAGNOUX, Monsieur Alain BUCHERIE procuration à Monsieur Patrice JOUBERT, Monsieur Jean-Claude CHICHÉ procuration à Madame Marie-Claude BRIDONNEAU, Monsieur Jean-Claude COUGNAUD procuration à Monsieur Christian GRIMPRET, Monsieur Olivier FALORNI (jusqu'à la 3^{ème} question), Madame Lolita GARNIER, Monsieur Dominique HEBERT, Monsieur Philippe JOUSSEMET, Madame Sabrina LACONI procuration à Madame Sylvie-Olympe MOREAU, Madame Joëlle LAPORTE-MAUDIRE procuration à Monsieur Patrick ANGIBAUD, Monsieur Arnaud LATREUILLE, Monsieur Daniel MATIFAS procuration à Madame Nathalie DUPUY, Madame Esther MÉMAIN procuration à Monsieur Abdel Nasser ZÉRARGA, Monsieur Yvon NEVEUX procuration à Monsieur David LABICHE, Monsieur Michel PLANCHE procuration à Monsieur Henri LAMBERT (à partir de la 35^{ème} question), Monsieur Jean-Louis ROLLAND, Madame Véronique RUSSEIL procuration à Monsieur Michel-Martial DURIEUX, Madame Marie-Laure TISSANDIER procuration à Monsieur Pierre DERMONCOURT, Conseillers

Secrétaire de séance : Madame Annie PHELUT

Le quorum étant constaté, Monsieur BONO, ouvre la séance à 18 heures 15.
Monsieur DENIER, Maire de PÉRIGNY, souhaite la bienvenue aux conseillers communautaires.
Madame Annie PHELUT est désignée comme secrétaire de séance.

Rendu des travaux du bureau exercés par délégation de l'organe délibérant

Monsieur le Président rappelle que, conformément à l'article 6 des statuts, le Bureau communautaire a reçu délégation du Conseil communautaire par délibérations des 29 mai 2000, 17 avril 2001 et 26 septembre 2003 pour délibérer en matière d'exercice du droit de préemption et autoriser Monsieur le Président à agir et accomplir des démarches nécessaires.

Conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Président rend compte des travaux du Bureau exercés par délégation à chaque réunion de l'organe délibérant.

Dans ce cadre, Monsieur le Président informe que le Bureau a décidé des opérations suivantes :

Bureau du 1^{er} février 2008 : Commune d'Esnandes - Acquisition par préemption d'un terrain appartenant à Madame GRANADOS situé 6 rue des forêts

Bureau du 7 mars 2008 :

- Commune de La Rochelle - Acquisition par préemption d'un terrain appartenant aux Consorts BLANCHARD situé à Laleu
- Commune de Saint-Xandre - Délégation du droit de préemption urbain à la commune de SAINT-XANDRE - Terrain rue des moissons à SAINT-XANDRE

Bureau du 18 avril 2008 : Commune de Puilboreau - Zone commerciale de Beaulieu - Acquisition par préemption d'un terrain appartenant à la SCI DE BEAULIEU LES GONTHIERES

Bureau du 7 mai 2008 : Commune de Saint-Xandre - LIEU-DIT BAS GALLERAND - Acquisition par exercice du droit de préemption d'un terrain appartenant à la SARL CERDI

1-Compte administratif - Exercice 2007

Il est proposé au Conseil communautaire de délibérer sur le compte administratif de l'exercice 2007 qui retrace les réalisations du budget primitif, du budget supplémentaire et des décisions modificatives de l'exercice considéré.

Selon les dispositions des nomenclatures M14 et M49, article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales, les résultats d'exploitation du Budget principal, et des budgets annexes : Production d'eau, Assainissement, Mobilité Transports, Enlèvement récupération et traitement des ordures ménagères, Déchetteries - Station de compostage et Développement économique, ont été repris au budget primitif 2008.

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales, le vote est présidé par le doyen d'âge, Monsieur Douard, et Monsieur le Président s'étant retiré, ne prend pas part au vote.

Après délibération, le Conseil communautaire adopte le compte administratif.

Votants : 80

Abstention : 1

Suffrages exprimés : 79

Contre : 0

Pour : 79

Adopté.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

2-Compte de gestion - Exercice 2007

Le Conseil communautaire, après s'être fait présenter l'ensemble des documents et des réalisations budgétaires se rattachant à l'exercice 2007, le compte de gestion dressé par le Trésorier Principal accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer,

Après avoir approuvé le compte administratif de l'exercice 2007,

Après s'être assuré que le Trésorier Principal a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2007, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans les écritures,

- Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2007 y compris celles relatives à la journée complémentaire,
- Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2007, en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes,

- Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives, déclare que le compte de gestion dressé pour l'exercice 2007 par le Trésorier Principal, visé et certifié par l'ordonnateur, n'appelle ni observations, ni réserves de sa part,

Après délibération, le Conseil communautaire adopte le compte de gestion.

Votants : 81

Abstention : 1

Suffrages exprimés : 80

Contre : 0

Pour : 80

Adopté.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

3-Délégation en matière d'opération de gestion active de la dette au moyen d'instruments de couverture de risques de taux

Dans le cadre de la gestion active de la dette, afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses, il pourrait être utile de procéder à la mise en place ou à la réalisation d'instruments de couverture, dans la limite du capital restant dû de la dette au 01 janvier 2008.

L'encours de la dette au 1^{er} janvier 2008 présente les caractéristiques suivantes : Encours Total : 49 496 602,69 €, dont encours à taux fixe : 27 386 708,26 € et encours à taux variable : 22 109 894,43 €.

Après délibérations, le Conseil communautaire décide d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant :

- À lancer les consultations auprès des établissements de crédits (deux minimum), à passer les ordres auprès de l'organisme sélectionné,
- À conclure, résilier ou modifier, avec ou sans indemnités, des contrats de couverture tels que SWAP, OPTION sur SWAP, CAP, FLOOR, TUNNEL ainsi que tous instruments de marchés dérivés des SWAP et option de taux (d'intérêts ou devises),
- À signer tous les documents se rapportant à ces opérations les contrats de couverture qui seront passés.

Le Conseil Communautaire sera tenu informé de chaque contrat conclu, lors de la séance suivant la réalisation de l'opération.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

4-DEXIA CREDIT LOCAL - Ouverture d'une ligne de trésorerie

Après délibération le Conseil Communautaire décide :

Pour faire face à des besoins ponctuels de trésorerie, d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant :

- à contracter auprès de Dexia Crédit Local, un crédit de trésorerie de 4 000 000 euros dont les caractéristiques sont les suivantes : TRÉSORIA DUO - Durée : 365 jours
- à signer le contrat de prêt à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

5-Budget principal - Admissions en non valeur

Après délibération, le conseil communautaire admet en non-valeur les sommes portées sur les états transmis par M. le trésorier municipal de La Rochelle pour un montant total de 7 874,92 euros.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

6-Budget annexe assainissement - Admissions en non valeur

Après délibération, le conseil communautaire admet en non-valeur les sommes portées sur les états transmis par M. le trésorier municipal de La Rochelle pour un montant total de 9 744,83 euros.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

7-Budget annexe mobilité transports - Admissions en non valeur

Après délibération, le conseil communautaire admet en non-valeur les sommes portées sur les états transmis par M. le trésorier municipal de La Rochelle pour un montant total de 17 395.21 € TTC.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

8-Budget annexe développement économique - Admissions en non valeur

Après délibération, le conseil communautaire admet en non-valeur les sommes portées sur les états transmis par Monsieur le trésorier municipal de La Rochelle pour un montant total de 39 673,43 euros TTC.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. FOUNTAINE

9-Transport public - Délégations de service public - Composition de la commission d'ouverture des plis - Désignation des membres

Par délibérations des 25 novembre 2005 et 13 juillet 2007, le Conseil communautaire a décidé de retenir la délégation de service public comme mode de gestion, d'une part, pour les nouveaux services à la mobilité par véhicules électriques ou hybrides électriques, et, d'autre part, pour l'exploitation des nouvelles lignes de transports publics urbains ainsi que pour les services de transports scolaires et péri urbains.

A ce titre et aux fins d'examen des offres, conformément à l'article L.1411-5 du CGCT, il convient de créer une commission d'ouverture des plis qui est composé :

- du Président ou de son représentant nommé par arrêté du Président ;
- de 5 conseillers communautaires membres titulaires et 5 membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du Ministre chargé de la concurrence siègent également, avec voix consultative.

Selon l'article D.1411-3 du C.G.C.T., les membres titulaires et suppléants de la commission sont élus au scrutin de liste à la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage, ni vote préférentiel.

En conséquence et conformément à l'article L.1411-5 du C.G.C.T et aux modalités de dépôt de liste arrêtées par délibération du 2 juin 2008, et après délibérations, le Conseil communautaire décide de constituer la commission d'ouverture des plis dans le cadre des délégations de service public en matière de transport.

Une liste unique é té déposée. Elle propose les candidats suivants :

- Monsieur le Président ou son représentant, Monsieur Guy Denier nommé par arrêté
- Messieurs Jack Dillenbourg, Yann Juin, Marc Nédélec, Daniel Matifas et Jean-Pierre Foucher, membres titulaires,
- Madame Catherine Benguigui, Messieurs Jean-Claude Chiché et Alain Bucherie, Madame Esther Mémain et Monsieur Yvon Neveux, membres suppléants.

Il est procédé à un vote à bulletins secrets.

Votants : 82

Abstention : 0

Suffrages exprimés : 82

Contre : 0

Pour : 82

Cette liste ayant obtenue la majorité absolue, en conséquence sont désignés pour composer la commission d'ouverture des plis de la délégation de service public pour les nouveaux services à la mobilité par véhicules électriques ou hybrides électriques, et pour l'exploitation des nouvelles lignes de transports publics urbains ainsi que pour les services de transports scolaires et péri urbains :

- Messieurs Jack Dillenbourg, Yann Juin, Marc Nédélec, Daniel Matifas et Jean-Pierre Foucher, comme membres titulaires,
- Madame Catherine Benguigui, Messieurs Jean-Claude Chiché et Alain Bucherie, Madame Esther Mémain et Monsieur Yvon Neveux, comme membres suppléants.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEROY

10-Régie des transports communautaires Rochelais (RTCR) -Rapport annuel 2007

Conformément aux dispositions législatives, et après délibérations, le Conseil communautaire approuve le rapport annuel 2007 faisant état de l'exécution de la mission confiée à la RTCR pour l'exploitation des services des transports public urbains. Ce rapport peut être consulté au service administration générale.

11-Société Comox, délégataire de service public pour les nouveaux services à la mobilité par véhicules électriques ou hybrides électriques - Rapport annuel 2007

En application des dispositions des articles L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales et R.1411-7 du décret n° 2004-236 du 14 mars 2005, et après délibérations, le Conseil communautaire approuve le rapport annuel 2007 la Société COMOX, délégataire de service public pour les nouveaux services à la mobilité par véhicules électriques ou hybrides électriques, doit rendre compte annuellement de l'état d'exécution des orientations fixées par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

12-Contrat Urbain de Cohésion Sociale - Programmation 2008

Dans le cadre du Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) 2007-2012, l'État et la CdA subventionnent et mettent en cohérence des actions contribuant à la lutte contre les exclusions urbaines et sociales sur le territoire de l'agglomération, tout particulièrement dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. Conformément à ses engagements, la CdA a prévu des crédits pour ce faire au Budget Primitif 2008 à hauteur de 843 280 € en fonctionnement et 250 000 € en investissement. Les crédits CUCS de l'État, pour 2008, s'élèvent à 629 017.

Cette année, 159 demandes de subvention en fonctionnement nous sont parvenues, dont un quart de projets nouveaux. Ceci représente, selon les budgets prévisionnels présentés, environ 7 millions d'euros d'actions et 2 millions d'euros de demandes de subvention au CUCS (CDA + État).

FONCTIONNEMENT : Après instruction, il est proposé au conseil communautaire de valider des attributions de subventions en fonctionnement à hauteur de 830 844 €.

INVESTISSEMENT : Par ailleurs, il est proposé au Conseil d'examiner les demandes d'investissement pour 4 actions représentant 156 192 € conformément au 2^{ème} tableau annexé.

Sur avis favorable du Bureau communautaire, et après délibérations, le Conseil communautaire décide :

- d'adopter la programmation en fonctionnement et en investissement telle que détaillée dans les tableaux annexés,
- d'autoriser que ces sommes soient prélevées sur les crédits ouverts à cet effet au budget primitif,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions avec les organismes qui obtiennent plus de 23 000 € de subvention de fonctionnement, conformément à la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

2	Porteur	Nom de l'action	Quartier concerné					Thème	N/R	RESUME	ACTION 2007		
			Mireuil, LLL	VLS	St Eloi	Aytré	Autre				TOTAL Action	Subv Etat	Subv CDA
1	ACM	Création musicale	X					Citoyenneté	R	Permettre aux jeunes de Mireuil et à des groupes musicaux de la CDA de pratiquer des ateliers d'écriture, de composition et d'enregistrement, de s'initier aux techniques du son et à la sonorisation. Travailler en collaboration avec les écoles, collègues et associations.	8 025	0	4 000
2	ADEJ	Aide aux victimes	X	X		X		Prévention	R	Accueil, écoute, informat°, orientat°, soutien des victimes en particulier les + démunies, non assistées d'un avocat. Permanences hebdo de juristes. Intervent° ponctuelle d'une psychologue (229 personnes reçues en 2007).	42 500	5 000	5 000
3	ADEJ	Groupe de paroles femmes victimes de violences conjugales	X					Prévention	R	Mise en place d'un groupe de parole, co animé par une psychologue et une juriste. Groupe ouvert se réunissant une fois par mois (15 femmes concernées en 2007). Des entretiens individuels sont également prévus.	8 000	3 000	2 000
4	ADIE	Développement micro crédit						Emploi, Insertion	R	Informar, accompagner et financer les personnes pour l'officialisation de leurs activités génératrices de revenus et proposer des services de formation et d'accompagnement personnalisé toute la durée du micro crédit et développer ainsi la dynamique économique locale et le potentiel d'emplois.	47 498	4 000	5 000
5	AFAS	Médiation Familiale	X	X	X	X		Prévention	R	Entretiens le + svt individuels, puis avec les deux parents pour préserver le lien familial, rétablir la communication, aider à la prise de décisions dans le cas de séparation conflictuelle entre parents (plus de 211 personnes reçues en 2007).	55 020	0	1 250
6	AFAS	Espace de paroles et d'échanges	X	X	X			Prévention	R	Après une première étape de repérage, des rencontres entre les parents séparés seront proposées une fois par mois à VLS et une fois par mois à Mireuil.	8 337	4 800	1 700
7	AFEV	Accompagnement vers la lecture	X	X				Réussite Educative	N	Hors temps scolaire, 1 ou 2 séances hebdomadaires d'accompagnement individuel autour de la lecture mené par un étudiant bénévole au domicile des enfants, en liaison avec les familles.			

8	ALPMS	Action des adultes relais sur le territoire du CUCS	X	X	X	X		Prévention	R	3 Adultes Relais ont été recrutés en avril 2007. Après avoir suivis des formations courant 2007, ils sont désormais opérationnels auprès des habitants des quartiers du CUCS.			
9	ALPMS	Médiation sociale de jour et de nuit sur le territoire du CUCS	X	X	X	X		Prévention	R	Les agents de médiation se déplacent sur les lieux signalés pour résoudre les conflits entre habitants.			
10	AMIS DES MUSEES DE LR	Les portes du temps	X	X	X			Réussite Educative	N	Opération initiée par le Ministère de la culture en 2005. Le souhait pour 2008 est d'élargir l'offre et d'impliquer des équipements patrimoniaux relevant des collectivités territoriales. Sensibiliser les jeunes au patrimoine par des journées dans les différents lieux concernés par l'opération : musées et tours de La Rochelle. Cette action est menée en lien avec les Francas et le CLAR.			
12	ANGES REBELLES	Les envolées, ateliers dans la ville	X	X	X	X		Citoyenneté	N	Depuis 2004, les anges rebelles ont conduit chaque année plusieurs évènements sur le quartier de Mireuil et de La Pallice. 2008 sera l'année du développement d'actions sur l'ensemble de la ville de La Rochelle avec la mission d'associer tous les rochelais au 400ème anniversaire de la fondation de Québec. plusieurs actions seront menées avec les habitants notamment des quartiers prioritaires.	299 350	0	36 000
13	ANGES REBELLES	Yeelen, ateliers urbains	X	X	X			Citoyenneté	R	Résidences d'artistes du Burkina Faso pendant une semaine en avril sur le quartier de Mireuil-Laleu-La Pallice (ateliers avec les habitants, particulièrement les jeunes). Rencontres au festival Musiques Métisses.	28 150	0	5 000
14	APAPAR	Intégration de la population turque	X	X				Réussite Educative	R	Action de maîtrise de la langue française et d'intégration sociale pour une vingtaine de femmes et d'hommes adultes notamment d'origine turque, en lien avec l'association Turquoise. Les groupes se réunissent 4h/semaine animés par une formatrice.	18 630	5 000	5 000
15	APAPAR	Ateliers de savoirs socio linguistiques	X	X				Réussite Educative	N	Proposer des modules sociolinguistiques à des personnes d'origine étrangère afin qu'elles consolident leur niveau de français et qu'elles mènent à bien leur projet social et/ou professionnel.			

16	APAPAR	auto école 10 de conduite	X	X				Emploi, Insertion	R	Auto école associative destinée aux personnes en grande difficulté. 98 en ont bénéficié en 2007.	17 070	3 090	3 090
17	APAPAR	Ateliers éducatifs	X	X	X			Réussite Educative	R	Ateliers pendant le repos hebdomadaire et les vacances scolaires pour les jeunes, encadrés par des éducateurs de prévention spécialisés. Les jeunes participent à des activités (nettoyage, aides ponctuelles, actes humanitaires) afin de cofinancer leur projet collectif (voyages, loisirs ...).	41 921	20 000	4 000
18	APAPAR	Espace Santé Jeunes	X	X				Santé	R	Situé au gabut, accueil du public jeune (et/ou parents) gratuitement par une personne qualifiée : écoute et orientation. 157 personnes en ont bénéficier en 2007.	104 859	10 000	10 000
19	APAPAR	Evolution Mireuil	X					Prévention	R	Action d'accompagnement, de soutien et de prévention auprès des jeunes de 9 à 18 ans de Mireuil, isolés et ne fréquentant pas les structures socio-éducatives du quartier. L'animateur chargé de cet accompagnement est intégré dans une équipe de prévention spécialisée.	34 494	10 000	15 000
20	APAPAR	Lutte contre l'illétrisme et accès aux droits	X	X				Emploi, Insertion	R	Accueil 5 jrs/7 pour travailler avec un professionnel sur un parcours individualisé. Ateliers d'apprentissage de la lecture, calcul et écriture collectifs ou individuels à la demande.	26 020	8 400	3 100
21	APAPAR	Séjour familles	X					Citoyenneté	N	Associer les familles résidant dans les PSR de Mireuil dans un projet d'ordre culturel.			
22	APAPAR	Voile et quartiers	X					Citoyenneté	N	Permettre à des jeunes en rupture d'initier une pratique sportive (la voile) favorisant la valorisation de soi, la rencontre et l'expérimentation. Allier le sport à la prévention.			
24	AUNIS HANDBALL	Samedi le hand	X					Citoyenneté	R	Mise à disposition du club auprès des jeunes de Villeneuve les Salines pour pratiquer le hand ball.	1 115	1 115	0
25	CCAS D'AYTRE	Théâtre Forum Parentalité				X		Citoyenneté	N	Ouverte depuis un peu plus d'un an, l'épicerie sociale est aujourd'hui pleinement identifiée dans le quartier Pierre Loti, comme lieu ouvert à tous où la parole de chacun est prise en compte. Outre l'aide alimentaire apportée, il s'agit aujourd'hui d'utiliser ce lieu comme un outil de développement social local en s'appuyant sur les fondements de l'économie solidaire.			

27	CDAD	Accès au droit	X	X				Prévention	R	A Mireuil : Développement des actions d'accès au droit au sein de la maison de la Justice et du droit : permanences et actions collectives. A VLS : mise en place d'un relais d'accès au droit. A St Eloi, des actions menées en direction des jeunes.	16 065	1 000	1 000
28	CIDF	Agent de développement local pour l'intégration	X	X	X	X		Prévention	N	Favoriser l'accès au droit des femmes étrangères et des jeunes filles issues de l'immigration.			
29	CIDF	J'apprends les démarches administratives au quotidien	X	X	X	X		Prévention	R	Proposer des modules d'information et de formation sur les démarches administratives et la gestion des documents qui s'y rattachent.	15 000	6 000	0
30	CIDF	Permanence d'accès au droit	X	X	X	X		Prévention	R	Informers et orienter les femmes et le public en général en matière de droit privé général (droit de la famille, du travail, de la consommation...) permanences gratuites et confidentielles : rendez-vous individuels avec une informatrice juridique qualifiée.	13 211	1 500	6 000
31	CITE JEUNES	Formation jeunes leaders	X	X				Citoyenneté	N	Rendre les jeunes plus aptes à développer leurs projets et à pérenniser leurs actions.			
32	CITE JEUNES	Solidarité Jeunes France-Sénégal	X					Citoyenneté	N	Permettre aux jeunes au travers d'un échange croiser d'élargir leurs horizons. Intervention sur le terrain autour de 3 axes : le sport, la culture et l'éducation. 14 participants sont prévus.			
33	CLAR	Animation de rue 5/14 ans	X					Prévention	R	Etablir des contacts réguliers avec les enfants du quartier de Mireuil, livrés à eux-mêmes et qui ne participent à aucune animation de loisirs, en leur proposant des activités hors structure le mercredi, le samedi et pendant les vacances scolaires afin de prévenir le désœuvrement. 135 enfants de 4 à 13 ans prennent part à ces animations de rue. Contact avec les parents recherché (30 enfants par jour en moyenne).	34 292	1 500	10 500
34	CLLAJ	Insertion par le logement des jeunes issus des zones sensibles	X	X		X		Habitat / Cadre de vie	R	Permettre à des jeunes issus des zones urbaines sensibles d'accéder à un logement pour favoriser leur insertion sociale et professionnelle (parc de 19 logements temporaires). 35 personnes ont bénéficié de cette action en 2007.	60 800	12 600	7 400

35	CLLAJ	Lutte contre les discriminations						Habitat / Cadre de vie	R	Accueillir les jeunes individuellement avec une étude du projet logement. Mettre en place des RDV de prospection et soutenir ces jeunes lors de la prise d'un logement. Former le groupe de travail et élaborer un outil de prévention des discriminations dans le choix d'un locataire.	15 600	ACSE 9000	EDF 5000
36	CLUB ALPIN ROCHELAIS	Découverte et initiation escalade	X					Réussite Educative	R	Développer l'activité escalade du club dans le quartier de Mireuil. Notamment après le temps scolaire, par groupe de niveau équivalent.	13 640	13 640	0
37	COLLECTIF DES ASSOS	Des ateliers participatifs		X				Citoyenneté	N	Créer et mettre en place des malles d'activités selon les thématiques (menuiserie, peinture, couture ...) qui seront mises à disposition des habitants qui s'engagent dans un atelier de fabrication lié à un évènement. Ces ateliers se tiendront dans la Yourte acquise par le Collectif en 2008.			
38	COLLECTIF DES ASSOS	Rassemblons nos mémoires		X				Citoyenneté	R	Recueil de documents concernant la vie dans le quartier de Villeneuve. Compilation et présentation de ces documents lors de soirées et évènements où ils seront exposés.	9 100	3 550	3 000
39	COLLECTIF DES ASSOS	Des artistes dans le quartier		X				Citoyenneté	R	Scènes ouvertes avec des artistes amateurs musiciens.	20 440	5 000	3 000
40	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Expliquer l'école maternelle aux parents		X	X			Réussite Educative	N	Impression d'une plaquette explicative des missions de l'école maternelle remise aux parents à la rentrée des classes.			
41	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Prévention, citoyenneté, participation		X				Prévention	R	Informé, favoriser la prise de paroles en groupe. Responsabiliser les élèves pour les amener à s'investir dans différents projets du collège.	8 395	4 000	0
42	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Conférences débats visant à créer une dynamique d'échanges de réflexions		X				Citoyenneté	R	Organisation d'une conférence-débat par trimestre avec des intervenants sur des lieux extérieurs au collège (1 par commune concernée), afin que les parents, les adultes responsables de l'éducation de jeunes échangent sur les problèmes qu'ils rencontrent.	6 100	1 000	1 000
43	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Vivre ensemble, partager une mémoire commune		X				Citoyenneté	R	Mettre les élèves en situation exigeante de création, réalisation d'interview, d'un film, d'un espace poétique.	2 600	1 500	0

44	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Journal ZEP		X					Citoyenneté	R	En articulation avec le projet "abonnement personnel des enfants de la ZEP à 1 quotidien" , création d'un journal, qui sera vendu en kiosque à la sortie des écoles. A chaque numéro une rotation sera effectuée par les écoles du quartier sur les missions (mise en page, édition, rédaction).	3 800	1 500	1 000
45	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Rencontres lecture EPS		X	X				Réussite Educative	R	Organisation de rencontres lecture-EPS en juin, pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires de la ZEP de VLS, afin de développer l'envie de lire et la pratique des disciplines physiques et sportives : études des livres et entraînement à l'EPS tout au long de l'année scolaire en classe se terminant par ces rencontres récompensés par des lots, en partenariat avec les associations.	6 000	1 000	2 000
46	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Projets culturels fédérateurs		X	X				Citoyenneté	N	Proposer des activités d'éveil complémentaires, favorables au développement psychomoteur et cognitif des jeunes enfants. Favoriser l'accès à la culture pour les jeunes. Développer des actions culturelles de qualité favorisant le sentiment d'appartenance à la collectivité.			
47	COLLEGE FABRE D'EGLANTINE	Festival du quartier de VLS		X					Citoyenneté	N	Proposer dans la semaine qui précède la fête de la St jean un festival mettant en valeur les réalisations des élèves, des professionnels sur des lieux différents.			
48	COLLEGE PMF	Voix vives volet 1		X					Réussite Educative	R	Rendre la poésie présente dans le quartier de Mireuil : action coordonnée entre l'équipe de l'Astrolabe, l'éducation nationale, la médiathèque de Mireuil et la librairie les saisons.	14 243	3 374	3 000
49	COLLEGE PMF	Voix vives volet 2		X					Réussite Educative	R	Etude du conte, écoute de conteurs, participation au spectacle paroles de rue à l'Astrolabe.	6 300	3 150	2 000
50	COLLEGE PMF	Le cirque à Mireuil		X					Réussite Educative	N	Ateliers de 2 heures avec 2 animateurs de la troupe les "Arrosés" en résidence en mai 2008: acrobatie, jonglage, clown ... + association des élèves au spectacle qui sera présenté à l'issue de la résidence.			
51	COLLEGE PMF	Automne africain à Mireuil		X					Réussite Educative	N	Des ateliers seront menés autour d'un plasticien sénégalais. 400 élèves sont concernés par cette action.			
52	COLLEGE PMF	Journal et radio supports de communication		X					Réussite Educative	N	Création d'un journal et d'une émission radio ouverte aux écoles du réseau Ambition réussite.			

53	COLLEGE PMF	Création d'un écosystème : la mare et ses abords	X					Réussite Educative	N	Création d'une mare et aménagement de ses abords.			
54	COLLEGE PMF	Nos sens et notre environnement	X					Réussite Educative	N	Réalisation d'un DVD à l'intention des collégiens et enseignants. Ce DVD aura un caractère scientifique. Il portera sur les 5 sens.			
55	COLLEGE PMF	Forum des métiers	X					Emploi, Insertion	R	Création d'un forum des métiers afin de présenter les différentes filières aux élèves. Le collège estime à 6 000 le nombre de personnes concernées.			
56	COLLEGE PMF	Musichorales 2008	X	X				Réussite Educative	N	Action existant depuis 2001 mais non subventionnée au titre du CUCS. Cette année, le collège a besoin de louer une salle plus grande pour accueillir l'activité, d'où une demande au CUCS.			
57	COLLEGE PMF	Projets culturels fédérateurs	X	X				Réussite Educative	N	Proposer des activités d'éveil complémentaires, favorables au développement psychomoteur et cognitif des jeunes enfants. Favoriser l'accès à la culture pour les jeunes. Développer des actions culturelles de qualité favorisant le sentiment d'appartenance.			
58	COLLEGE PMF	Rencontres lecture maths sciences	X	X				Réussite Educative	N	Permettre aux enfants de vivre différemment l'école. Rencontres autour de la lecture, autour de situations mathématiques ...			
60	CRECHE PETIT A PETIT	Prévention petite enfance Fonction passerelle				X		Prévention	R	Accompagnement individualisé des familles vers les structures Petite Enfance du quartier (centre social, PMI, atelier Picoti-Picota, écoles maternelles), intégration à la vie associative (soirées d'échange entre parents, fêtes, AG, ..) + commission Petite Enfance "1,2,3,soleil" avec les intervenants sociaux du quartier pour un suivi des familles.	68 302	4 000	8 500
61	CTRE SOC AYTRE	Ateliers socio esthétique				X		Santé	N	Ateliers collectifs permettant d'aborder les notions de limites et de normes, de santé et d'hygiène, d'identité et d'altérité. Les ateliers permettent la construction personnelle de l'image de soi et aussi sa construction sociale.			

										Initier un public de jeunes adolescents, plutôt en difficulté, à la citoyenneté en leur permettant de mieux prendre conscience de la nécessité d'observer la règle de droit et de découvrir l'environnement institutionnel : parcours-découverte en plusieurs étapes, pendant l'été et avec la participation des centres sociaux et de loisirs, correspondant aux phases du processus de la loi : élaboration de la loi, la loi au quotidien, les agents du respect de la loi, la sanction (exemples : visites de l'Assemblée Nationale, du musée des Douanes, de la Maison d'arrêt de St martin de Ré, rencontres avec les agents de la Police nationale, de la Gendarmerie maritime, de la RTCR, reconstitution d'un procès pénal au TGI).			
62	CTRE SOC AYTRE	Rallye Citoyen	X	X	X	X		Prévention	R		36 000	1 500	10 500
63	CTRE SOC AYTRE	Chantier de jeunes				X		Emploi, Insertion	R	Réalisation de travaux par les jeunes de 14 à 20 ans de la Rés Pierre Loti, encadrés par un technicien et un éducateur, avec en contrepartie la possibilité de financer des loisirs culturels, sportifs, séjours de vacances... En 2007 : travail en partenariat avec EDF : micro chantier de rénovation de transformateurs EDF + chantier dans la maison petite enfance. En 2008, le partenariat avec EDF continue.	17 100	2 500	4 500
64	CTRE SOC AYTRE	Accueil post scolaire primaire				X		Réussite Educative	R	Accueil quotidien pour aide aux devoirs + activités d'éveil pour 30 enfants (6-12 ans) en difficulté scolaire de l'école élémentaire de la Petite Couture + relations avec enseignants et parents.	20 000	2 000	7 000
65	CTRE SOC AYTRE	Accueil post scolaire secondaire				X		Réussite Educative	R	Accueil, 4 fois/semaine, pour aide aux devoirs + informatique pour 25 jeunes du collège d'Aytré habitant la Rés. P. Loti avec suivi des jeunes et relations avec les parents .	16 200	2 000	400
69	CTRE SOC LE PERTUIS	Papothèque des parents	X					Citoyenneté	R	Créer un lieu d'accueil des parents pour nouer le dialogue avec eux.	7 175	2 000	0
70	CTRE SOC LE PERTUIS	accompagnement parental	X					Citoyenneté	R	Rencontres individuelles et collectives avec les parents et les enfants fréquentant le centre social pour rétablir des liens avec les services présents sur le quartier et mettre en place des projets spécifiques, des ateliers ludiques et éducatifs.	44 500	7 000	4 000
71	CTRE SOC LE PERTUIS	Education sociale et solidaire	X					Prévention	R	Accueil des jeunes dans différents lieux du quartier.	91 540	18 000	5 000

72	CTRE SOC LE PERTUIS	Marmites du monde	X					Citoyenneté	R	Atelier de préparation et de partage de recettes du monde. Les temps de cuisine et des repas sont construits sur un mode collectif.	40 910	5 000	0
73	CTRE SOC LE PERTUIS	Projet Santé jeunes / Comment ca va la santé ?	X					Santé	R	Développer l'éducation à la santé, développer des activités favorisant le bien être, l'estime de soi et les activités physiques. Permettre aux personnes en difficulté d'accéder à une alimentation saine et équilibrée.	50 066	5 000	5 000
74	CTRE SOC LE PERTUIS	Papa, Maman, la santé vient en mangeant et en bougeant	X					Santé	R	Accompagner les familles du quartier vers une alimentation équilibrée à petit prix.			
75	CTRE SOC LE PERTUIS	Le paradis vert	X					Citoyenneté	R	Jardin de 8000 m², support utilisé par les enfants du quartier et leurs parents, pour découvrir et respecter la nature : accueil libre avec l'animateur, ateliers ludiques. Projets spécifiques avec les groupes scolaires du quartier (écoles primaires, collège, halte garderie, classe relais).	75 986	19 000	10 800
76	CTRE SOC LE PERTUIS	Le temps des cerises	X					Citoyenneté	R	Lutter contre l'isolement de personnes âgées et les faire participer à la vie du Centre social.	9 500	1 000	1 000
77	CTRE SOC LE PERTUIS	Paroles aux habitants	X					Citoyenneté	R	Création d'un espace de communication et d'expression des habitants du quartier sur l'ORU : Groupe expression ORU, page d'information sur l'avancée de l'ORU dans le journal de quartier, Groupe des "Référénts d'immeubles" pour relayer l'informat°, Groupe "construction du centre social", création d'un spectacle portant sur la vie des habitants de Mireuil (histoire et avenir).	67 513	12 500	7 500
78	CTRE SOC LE PERTUIS	Activités interculturelles transversales	X					Citoyenneté	R	Ateliers divers afin de favoriser l'intégration sociale et culturelle des citoyens en les informant sur leurs droits et devoirs, en apprenant à communiquer, en participant à des actions collectives : café détente, sorties hebdomadaires, chant, savoirs de base, alphabétisation, débats, atelier presse/écriture, carnaval, lecture de rue dans le secteur du château d'eau ...	115 891	14 000	4 200
79	CTRE SOC ST ELOI	Tremplin-action 18/30 ans				X		Emploi, Insertion	R	Mise en place d'un programme d'actions de prévention, et de réduction des risques, participation à des groupes de travail pluridisciplinaires autour de l'accès à l'emploi, des rapports hommes/femmes (santé, sexualité, parentalité) en direction des jeunes.	6 456	1 500	1 500
80	CTRE SOC ST ELOI	Assemblée des habitants				X		Habitat / Cadre de vie	R	Une permanence à la crèche petit à petit, une réunion tous les 2 mois, une permanence en soirée 1 fois par mois.	10 612	1 000	1 000

81	CTRE SOC ST ELOI	Animation bas d'immeubles				X			Citoyenneté	R	Proposer des animations en suscitant la participation des enfants et jeunes présents dans la rue, principalement hors temps scolaire. Réduire ainsi l'errance des enfants et contribuer à une baisse du vandalisme sur la cité et le quartier.	21 150	2 000	2 000
82	CTRE SOC ST ELOI	Animation jeunesse cité des géraniums				X			Citoyenneté	R	Local ouvert aux jeunes du quartier en accueil libre ou structuré avec des animations thématiques afin de favoriser la participation des jeunes à la vie du quartier : atelier hip hop, opérations scoop ados.	77 080	20 000	11 000
83	CTRE SOC ST ELOI	Moi, je rénove				X			Habitat / Cadre de vie	R	Aider les habitants à améliorer leur cadre de vie.	20 400	2 000	2 000
85	CTRE SOC TASDON BONGRAINE MINIMES	Expression culturelle des habitants						Tasdon, LR, La Pallice	Citoyenneté	R	Atelier théâtre en partenariat avec les centres sociaux de La Rochelle Ville et de Laleu-La Pallice, tous les lundis après-midi pour les personnes engagées dans un parcours d'insertion sociale ou professionnelle des trois quartiers, allocataires RMI, afin de créer du lien social, favoriser l'autonomie, renforcer les solidarités, développer les capacités et facultés d'intégration.	20 230	0	3 500
88	CTRE SOC VENT DES ILES	BLOG VDI	X						Citoyenneté	N	Création d'un blog à destination des habitants du quartier.			
89	CTRE SOC VENT DES ILES	CLAS	X						Réussite Educative	R	Accompagnement scolaire pour 30 enfants des écoles primaires de La Pallice et Laleu.	16 770	3 280	1 800
90	CTRE SOC VENT DES ILES	Educatèmes	X						Réussite Educative	R	Réunir petits et grands autour de projets communs.	19 276	2 500	2 500
91	CTRE SOC VENT DES ILES	Collectif des spectacles	X						Citoyenneté	R	Programmation de spectacles vivants dans différents lieux destinés aux enfants des centres de loisirs.	25 295	0	6 000
92	CTRE SOC VENT DES ILES	Culture générale chez les jeunes déscolarisés	X						Réussite Educative	N	Proposer des soirées de culture générale par le biais du jeu et de la convivialité. Tests et questions de culture générale sous une forme ludique.			
93	CTRE SOC VLS	Développer les pratiques liées aux cultures urbaines				X			Citoyenneté	N	Favoriser la découverte culturelle et la pratique artistique par le biais des cultures urbaines.			
94	CTRE SOC VLS	Développer 4 évènements culturels de proximité				X			Citoyenneté	R	Mettre en place 4 évènements culturels et festifs sur le quartier en lien avec les habitants de mars à novembre 2008.	12 165	3 570	0

95	CTRE SOC VLS	Mobilisation sur projet et lutte contre le désœuvrement		X				Citoyenneté	R	"Animation de rue et accueil jeune dans la Cour des 200" = aller à la rencontre des enfants sur leur lieu de vie et mettre en relation les familles avec les structures d'accueil existantes ; proposer un accueil aux jeunes toute l'année pour pratiquer des activités sportives ou de loisirs. "Mobilisation sur projet": permettre à des jeunes de 12 à 15 ans de cofinancer leurs loisirs avec leurs parents par le biais de chantiers d'utilité sociale.	66 109	25 000	0
96	CTRE SOC VLS	Activités liées à l'insertion sociale		X				Emploi, Insertion	R	Repérage des personnes en difficulté sociale et financière par les assistantes sociales, les partenaires ou bouche à oreille, puis orientation, après entretiens individuels, vers les actions Koudakoud : Santé et Bien-être, Couture, Informatique, Savoirs de base, actions festives et fêtes de quartier.	83 637	7 000	0
97	CTRE SOC VLS	Développer les échanges éducatifs et le lien social à travers le jeu		X				Citoyenneté	R	Animations hebdos, et pdt vacances, autour du jeu pour les enfants. Soirée "Fête vos jeux" en famille rassemblant les familles du quartier. Organisation de temps de rencontres dont le support est le jeu pour les parents en difficulté. Le projet met l'accent sur l'accueil des familles issues de l'immigration afin de leur permettre de s'intégrer à la vie du quartier.	81 297	4 000	16 000
98	ECLATS	Danse dans la ville	X	X		X		Citoyenneté	R	Dans la continuité de leur action sur le quartier de Mireuil : Les éclats proposent des spectacles professionnels de culture urbaine.	21 000	0	0
105	FILLES DU SOLEIL	Insertion professionnelle de femmes étrangères	X	X				Emploi, Insertion	R	Rechercher son identité professionnelle afin d'aller vers une recherche d'emploi efficace.	3 350	2 000	1 300
106	FILLES DU SOLEIL	Groupes de paroles de femmes étrangères	X	X				Emploi, Insertion	R	Réunion de groupes de femmes 1 fois par mois.	1 880	1 000	880
59	FILLES DU SOLEIL	Agent de développement local pour l'intégration	X	X	X	X		Prévention	N	Favoriser l'accès au droit des femmes étrangères et des jeunes filles issues de l'immigration.			
107	FJT	La pratique de la voile outil d'insertion sociale sur Mireuil	X					Emploi, Insertion	N	Promouvoir l'accès à l'activité nautique auprès de jeunes rochelais issus du quartier de Mireuil.			
108	FJT	Echange européen	X					Citoyenneté	R	Echange avec un groupe de jeunes polonais.			

109	FJT	Hygiène de vie et mieux être au FJT de LR	X					Santé	N	Améliorer l'hygiène de vie des jeunes au sein du FJT. 3 thématiques seront abordées : hygiène domestique, hygiène alimentaire et hygiène corporelle.			
110	FRANCOFOLIES	Chantier des francos programmation dans les quartiers	X	X	X	X		Citoyenneté	R	Ouverture des ateliers du chantier des Francos aux jeunes de l'agglo et plus particulièrement aux jeunes des quartiers.			
111	GRAND LARGE	Citoyenneté et Prévention				X		Prévention	R	Animations avec participat° des habitants dans le quartier de la Petite Couture et des Galiotes à Aytré : atelier de danse, fête annuelle du quartier, soirées familiales, visites diverses.	10 575	1 000	1 900
112	GRETA	Atelier permanent local d'individualisation des savoirs	X	X		X		Emploi, Insertion	R	Apprentissage de la langue et reconstruct° des savoirs de base touchant 150 personnes, et accompagnement vers une insertion sociale et professionnelle : ateliers 5h/semaine.	38 050	6 000	4 000
113	GRETA	Mieux appréhender son environnement social et professionnel	X	X		X		Emploi, Insertion	R	Mobiliser les personnes dans une démarche de projet. Déterminer et construire un parcours d'insertion réaliste, développer une attitude volontaire, autonome fondée sur la confiance en soi. Emmener les personnes peu ou pas qualifiées vers l'emploi et découvrir les métiers accessibles avec ou sans qualification.	12 782	10 226	0
114	GRETA	Accompagnement vers et dans l'emploi : métiers de la propreté	X	X		X		Emploi, Insertion	N	Remise à niveau des compétences, suivi et accompagnement vers l'emploi.			
115	HANINAIA	Cours de langue et de cultures arabes	X	X				Réussite Educative	R	Cours d'arabe avec la volonté d'ouvrir les cours vers d'autres aspects de la culture arabe : visite de l'Institut du Monde Arabe, du jardin des essences marocaines de La Rochelle ...	13 500	3 000	0
116	JUDO SPORT ROCHELAIS	Pratique du Judo dans quartiers sensibles	X	X	X			Réussite Educative	R	Proposer des stages de découvertes dans les quartiers, en lien avec l'APAPAR, l'OMS, les Centres Sociaux ...	8 500	2 500	0
117	LA ROCHELLE VOLLEY BALL	Dimension éducative et sociale du volley	X			X		Réussite Educative	R	Stages découverte du volley ball : - d'une durée de 3 jours chacun pendant les vacances scolaires dans les quartiers de Mireuil et St Eloi. - une heure par classe pdt 4 semaines dans une école primaire de Laleu.	7 400	3 000	0

118	MACVS	ACTU	X	X				Citoyenneté	R	Redéployer un véritable projet culturel sur le quartier, redynamiser le projet culturel : Atelier Culturel de Transformations Urbaines, café Tremplin, pôle diffusion spectacles vivants, recherche sur l'impact des projets culturels et pôle de soutien aux pratiques culturelles.	176 899	9 000	9 000
119	MACVS	Arc en Ciel	X					Citoyenneté	R	Réorganisation de ce pôle sur le quartier. Continuer la consolidation d'une véritable équipe professionnelle sur 2008.	136 483	15 000	30 000
121	MACVS	Grands projets participatifs : Secret 6	X					Citoyenneté	R	Chaque année l'Astrolabe propose une série d'évènements culturels qui visent à la mobilisation des habitants. Cette année, le projet présenté s'intitule SECRET 6. Il s'appuie sur la collecte de secrets auprès des habitants.	103 827	18 500	8 000
122	MACVS	Passeurs d'images	X					Citoyenneté	R	Projections de films 35 mm dans les quartiers rochelais et autres communes de la CDA en plein air pdt l'été (La Pallice, Villeneuve, Mireuil, St Eloi, St Rogatien, Nieul, Ste Soulle, Aytré) + ateliers autour de la pratique cinématographique. La réalisation d'un film par les jeunes de Mireuil est prévue sur 2 ans (2008-2009).	25 348	0	12 500
123	MACVS/DEFI	Accès et retour à l'emploi	X	X				Emploi, Insertion	R	Capitalisation des Acquis Professionnels pour l'Insertion, le Témoignage et l'Action vers l'Entreprise : entretiens individuels et animations collectives pour accompagner les personnes dans leur recherche d'emploi (demandeurs d'emploi longue durée, jeunes - 26 ans, bénéficiaires RMI, public issu de l'immigration).	232 207	15 000	45 900
124	MACVS/DEFI	Egalité des chances dans l'accès à l'emploi	X	X	X	X		Emploi, Insertion	R	Organisation de rencontres avec les représentants de l'Etat, du secteur de l'insertion et de l'entreprise. Elaboration de pistes de travail, organisation de tables rondes avec les différents acteurs pour prévenir les discriminations à l'emploi.	21 304	19 000	0
125	MAISON DU CHOMEUR 17	Insertion sociale et professionnelle	X	X				Emploi, Insertion	R	Mobiliser grâce aux outils existants de la MDC 17, les habitants des quartiers de Mireuil, LLL, Port Neuf et VLS autour de l'objectif accès à l'emploi par un accueil renforcé, un partenariat avec les points emplois, la mise en œuvre d'actions collectives.	49 200	32 500	0

126	MISSION POPULAIRE LA FRATERNITE	Intégration Primo arrivants	X	X	X	X		Citoyenneté	R	Favoriser l'intégration socio-économique, culturelle et linguistique des étrangers primo-arrivants.	72 986	11 500	0
127	MISSION POPULAIRE LA FRATERNITE	Chantier d'Insertion d'Utilité Sociale	X					Emploi, Insertion	R	Formation, insertion, et réinsertion pour 26 personnes (RMistes et - 25 ans) dans le bâtiment par le biais de chantiers d'insertion.	236 439	8 000	8 000
129	ODACE	Amélioration des conditions d'existence et du cadre de vie dans un îlot HLM		X				Habitat / Cadre de vie	R	Favoriser une meilleure appropriation collective du cadre de vie, améliorer l'ensemble des liaisons pour désenclaver ce quartier d'habitat social densifié, parfaire l'accessibilité des espaces de vie et des circulations, requalifier l'ensemble des espaces publics tout en intégrant les œuvres d'art ornemental urbain existantes, valoriser la présence paysagère du lac et des marais, optimiser la gestion urbaine de proximité du secteur des 400.	172 900	0	20 000
130	ODYSSE THEATRE	Sortir de sa réserve			X	X		Citoyenneté	N	Résidence d'artistes dans la Cité des Géraniums, ateliers de sensibilisation dans les quartiers par les membres de la compagnie pour comprendre la démarche artistique des artistes, spectacles et moments festifs.			
131	OLYMPIQUE BASKET CLUB VLS	Valorisation et développement de la pratique féminine sportive		X				Réussite Educative	R	Développer la pratique féminine du basket. Ouverture du club dès l'âge de 5 ans, compétition à partir de 10 ans, une équipe de jeunes mères pratique également le basket.	5 500	1 200	0
132	OIYMPIQUE PETIT MARSEILLE VLS	Déplacement pour la coupe centre ouest		X				Citoyenneté	R	Déplacement d'un groupe de jeunes lors d'un match à Civray.	5 700	3 000	0
133	PARLER Français	Atelier maîtrise de la langue	X	X	X			Emploi, Insertion	R	Mise en place d'ateliers d'apprentissage du français comme langue étrangère, animés par des étudiants et des bénévoles.	9 150	0	2 700
134	PAROLE NOMADE	Chant des mondes		X				Citoyenneté	R	Evénements poétiques et festifs (thème "éloge de l'autre") pdt le Printemps des poètes (11 mars).	14 600	0	7 000
135	PETITS DEBROUILLARDS	La science en bas de chez toi		X	X			Citoyenneté	R	Actions d'animations scientifiques et techniques pendant les vacances d'été	5 525	0	4 800
136	PLANETE SESAME	Création entreprise d'insertion	X			X		Emploi, Insertion	N	Action destinée aux femmes étrangères en situation régulière avec une autorisation de travail, inscrites à l'ANPE ou bénéficiaires du RMI, avec un projet d'insertion dans le domaine des métiers de bouche. Le démarrage de l'action a permis de constater qu'il était possible de se lancer dans la création d'une entreprise d'insertion. C'est ce qui est envisagé pour 2009.			

137	RADIO COLLEGE	Radio en milieu scolaire : outil d'intégration et de réussite	X	X		X		Réussite Educative	R	Répondre à toute demande d'utilisation pédagogique de la radio dans le cadre des projets d'écoles ou d'établissements en intégrant les élèves en difficulté scolaire + contribuer à l'éducation à la citoyenneté par l'éducation aux médias.	41 225	0	3 100
139	REGIE DE QUARTIER DIAGONALES	Education canine	X	X	X	X		Citoyenneté	R	Cours collectifs ou individualisés d'éducation canine pour responsabiliser les propriétaires de chiens et contribuer à l'amélioration de la qualité de vie ds les quartiers de Villeneuve et Mireuil (163 personnes en 2007) ; une réunion d'info/trimestre sur chaque quartier; une action de formation/an destinée aux gardiens d'immeubles, une journée/semaine consacrée à la visite des îlots d'habitat social à la rencontre des habitants et gardiens : travail de médiation en cas de problème.	53 840	2 500	7 500
140	REGIE DE QUARTIER DIAGONALES	Espace urbain	X	X				Habitat / Cadre de vie / Emploi	R	Mise ne place d'une action de type chantier d'insertion conventionnée par l'Etat et le conseil général : balayage espaces publics, ramassage des déchets, extirpation des mauvaises herbes, entretien des pistes cyclables ...30 personnes sont concernées.	464 520	6 000	0
141	REGIE DE QUARTIER DIAGONALES	Jardin partagé de la Moulinette	X	X	X		X	Habitat / Cadre de vie / Emploi	R	Jardin de 6500m ² situé à Villeneuve permettant, d'une part, une action d'insertion par l'activité économique en salariant des personnes en difficulté; d'autre part, d'utiliser le jardin comme un support d'activités afin de renforcer la cohésion sociale, et mener une action d'insertion sociale en partenariat avec le secteur adultes du centre social de Villeneuve.	125 140	9 000	9 000
160	REGIE DE QUARTIER DIAGONALES	Rassemblement des régies de quartier grand ouest	X	X						Participation aux frais de déplacement de 50 habitants des quartiers de VLS et Mireuil au rassemblement des régies de quartier du grand ouest à Angers, en juin 2008.			
142	SLEP Ayré	Animation de Rue					X	Citoyenneté	R	Mise en place d'animations dans les rues du quartier Pierre Loti, 85 enfants concernés en 2007	9 727	2 000	2 300
143	THEATRE DU BALLON ROUGE	Scènes ouvertes / Apart'slam	X	X	X	X		Citoyenneté	R	Travail autour du SLAM : Une séance hebdomadaire destinée aux habitants des quartiers (atelier expression libre), un rendez-vous mensuel pour la restitution des paroles entendues, un rassemblement annuel autour d'un évènement fédérateur.	91 728	1 500	9 000
144	THEATRE TOUJOURS A L'HORIZON	Des chantiers navals au port d'aujourd'hui	X					Citoyenneté	N	Action culturelle menée en lien avec le tissu associatif local : rencontres et échanges autour des chantiers navals et de leur fermeture.			

145	LE TREMLIN 17	Accès à la méthadone et réduction des risques pour usagers de drogues en grande difficulté	X	X				Prévention/Santé	N	Accueillir une population d'usagers de drogues hors structures en partenariat avec des éducateurs spécialisés pour leur donner accès à la substitution par la méthadone, leur donner la possibilité d'entamer un parcours de soins...			
146	TRIMARRANT	Pas de déchets dans mon quartier		X				Citoyenneté	R	A travers un accompagnement vers la gestion et la réduction des déchets sur une manifestation phare du quartier de VLS, ce projet vise à lancer une dynamique de sensibilisation et d'actions reproductibles sur l'ensemble des manifestations.	2 451	900	900
147	TRIMARRANT	Parrainage pour le compostage		X				Citoyenneté	N	Sensibiliser les habitants au compostage. Multiplier le nombre de personnes sensibilisées par le biais d'un parrainage.			
148	TURQUOISE	Intégration de la population turque	X	X				Emploi, Insertion	R	Association à objet social et culturel ayant pour but de mieux intégrer la population issue de l'immigration turque et de mieux faire connaître la culture turque : conférences, expos, journal d'information en deux langues, médiation écoles/parents turcs, cours de turc et de français (avec l'APAPAR : voir action "intégration de la population turque"). Les valeurs de l'associations reposent sur la laïcité et la tolérance.	12 780	5 500	3 000
149	TURQUOISE	Adulte relais		X				Emploi, Insertion	N	Demande de création d'un poste adulte relais pour des tâches de médiation sociale et culturelle en direction de la population issue de l'immigration.			
150	VILLE D'AYTRE	Sport de proximité				X		Citoyenneté	R	Activités sportives de loisirs gratuites proposées aux jeunes de 9 à 25 ans de la commune, en priorité ceux du quartier P. Loti, les mercredis et pdt ttes les vacances scolaires, et 1 soir/semaine pdt la période scolaire pour les 17-25 ans.	35 950	1 500	8 000
151	VILLE LR PREVENTION	Expo 13/18 questions de justice	X	X	X	X		Prévention	R	Action de prévention menée autour d'un outil : l'expo "13/18 Questions de justice". Cette expo s'adresse aux collégiens, lycéens ainsi qu'aux adultes et familles fréquentant les équipements sociaux et socioculturels des quartiers.	24 000	3 000	7 000
153	VILLE LR SPORTS	Animation 3/16 ans	X	X	X			Réussite Educative	R	12 500 enfants concernés par l'action : écoles de sports tous les soirs dans les quartiers prioritaires de LR (accueil périscolaire), aide à l'interclasse dans les écoles des ZUS, Sports vacances pdt les vacances scolaires, tournois inter-quartier ...	233 395	0	75 000

154	VILLE LR SPORTS	Animation adolescents	X	X	X			Citoyenneté	R	Permettre à travers la pratique sportive l'intégration, l'adaptation et le respect de soi et des autres. Soirées et nocturnes sont prévues + mise en place d'un cycle de découverte des activités physiques et sportives.	37 724	0	15 000
155	VILLE LR SPORTS	Animation adultes et seniors	X	X	X			Santé	R	Lutter contre l'obésité et la sédentarisation par la pratique régulière d'activités sportives. Tisser des liens inter générationnels, lutter contre l'isolement, l'abandon et la désocialisation.	86 896	0	10 000
156	VILLE LR ECOLES	Lire l'actu pour réussir en ZEP	X	X	X			Réussite Educative	R	Abonnement de chaque élève de primaire (à son domicile) à un quotidien adapté à son âge afin de faciliter la lecture régulière et développer l'esprit de curiosité.	35 812	0	25 000
157	VILLE LR VIE SOCIALE	Eté jeunes quartiers						Citoyenneté	R	Activités à caractère sportif et culturel pour des jeunes de 16 à 25 ans en errance de loisirs entre 21h et 22h30 toute l'année, suivies de moments de convivialité (partenaires : centres sociaux, APAPAR, Service des Sports, associations)	77 450	4 000	4 600
158	VILLE LR VIE SOCIALE	Passeport loisirs jeunes	X	X	X			Citoyenneté	R	Chèques-loisirs proposés aux jeunes de l'agglomération de 12 à 17 ans pour découvrir différentes activités avec au moins 1 stage de 5 jours : voile, escalade, pêche, rollers, base-ball, hip hop, plongée... + pass-RTCR en été.	156 500	6 000	2 000
159	VILLE LR SERVICE SANTE	Diagnostic Santé	X					Santé	N	Commande d'un diagnostic Santé (Crédits CUCS CdA / Crédits ASV Etat) territorialisé sur le quartier de Mireuil Laleu La Pallice.			

RESERVE CLAS ETAT

TOTAL CUCS	4 973 953	505 395	589 120
-------------------	-----------	---------	---------

11	AMITIES TSIGANES	Accueil, médiations et actions socio-éducatives						CDA	Citoyenneté	R	Faciliter l'intégration des gens du voyage en assurant une médiat° entre les familles situées sur le territoire de la CDA et les services de droit commun par l'intervention d'un travailleur social salarié de l'association. S'assurer de la scolarisation des enfants et proposer une aide aux devoirs en partenariat avec l'AFEV. Mener une action socio-éducative notamment auprès des femmes et enfants, réunis en groupes de parole.	41 000	0	11 000
23	APAPAR	Médiation, prévention spécialisée							Prévention	N	Développer une action de médiation/orientation de publics fortement précarisés présents sur le centre ville de La Rochelle (jeunes en errance, squatters ...)			
26	CCAS LA ROCHELLE	Prévenir la marginalisation des jeunes en rupture familiale	X						Prévention	R	Prévenir la marginalisation des jeunes en rupture familiale. Les accompagner dans un parcours de logement en leur proposant des hébergements et un suivi . 15 personnes ont bénéficié de cette action en 2007.	38 038	0	13 800
66	CTRE SOC LR VILLE	Lutte contre l'isolement des personnes âgées	X	X	X				Citoyenneté	R	Permettre à des personnes sans emploi de garder une utilité sociale en aidant les personnes âgées isolées du centre ville, du Prieuré, Lafond, Fétilly à rester à leur domicile ds les meilleures conditions : visites à domicile, accompagnement pour des sorties, animations mensuelles (repas, loto, sorties).	16 190	0	3 000
67	CTRE SOC LR VILLE	Rencontres et journal d'information pour l'accès aux droits	X	X	X				Prévention	R	Réalisation d'un journal à destination des personnes de la CDA bénéficiaires de minima sociaux afin qu'elle connaissent mieux leurs droits et les interlocuteurs auprès desquels s'adresser dans leurs démarches.	10 500	0	1 500
68	CTRE SOC LR VILLE	Les P'tits dej emploi	X	X	X				Emploi, Insertion	R	Accueil 2 fois/semaine de demandeurs d'emploi du centre ville de LR encadrés par 2 professionnels pour les aider dans leurs recherches d'emploi.	10 462	0	6 400
84	CTRE SOC ST XANDRE	Co-éduquer pour réussir						CDA	Réussite Educative	R	Réaffirmer la place des parents, prévenir les risques de fractures familiales.	16 568	1 400	5 200
86	CTRE SOC TASON BONGRAINE MINIMES	Autour d'un café l'emploi						Tasdon	Emploi, Insertion	R	Atelier d'1h30/semaine, proposé aux demandeurs d'emploi et bénéficiaires RMI du quartier, pour un accueil individuel et des ateliers collectifs favorisant l'échange pour compléter l'accompagnement personnalisé à l'emploi existant.	5 122	0	0
87	CTRE SOC TASON BONGRAINE MINIMES	Accompagnement à la parentalité						Tasdon	Prévention	N	Rencontres parents-professionnels sur différents thèmes.			

99	EOLE	La Rochelle-Bretagne en vélo					Tasdon, Louise Magnan, Minimes	Santé	N	Projet autour d'un voyage en vélo pour se rendre en Bretagne, en lien avec une maison de retraite dans le Morbihan.			
100	EOLE	Noël 2008		X				Citoyenneté	R	Préparation et présentation d'un spectacle de Noël par les jeunes avec l'implication des parents (confections des costumes et décors); Spectacle itinérant (maisons de retraites, quartiers de LR, IME...)	7 180	0	3 000
101	EOLE	Animation Enfance Jeunesse 2008		X				Citoyenneté	R	Accueil de 100 enfants et jeunes (6-25 ans) de la Cité Louise Magnan, d'Aytré, des quartiers rochelais de Tasdon, Bongraine, VLS, le mercredi, petites et grandes vacances, le soir pour les ados avec activités d'un CLSH pour prévenir conduites addictives et délinquance.	177 029	0	17 000
102	EOLE	Fête de la cité		X				Citoyenneté	N	Dynamiser les habitants du quartier via la fête de la cité : tournoi de foot, concours de palet ...			
103	ESCALE	Auberge Restaurant social					CDA	Citoyenneté	R	Restaurant social pour les publics les plus démunis : SDF, jeunes en errance, adultes sous tutelle, bénéficiaires du RML... en lien avec le réseau social local (prescripteurs). Service 6 jours/7 midi et soir. 75 places depuis sept 2003. environ 900 personnes fréquentent l'Auberge.	322 917	0	85 000
104	ESCALE	Chantier d'insertion	X	X	X	X		Emploi, Insertion	R	Chantier d'insertion par l'activité économique accueillant des publics très éloignés du monde du travail afin qu'ils mettent en place un parcours vers le travail + accomp. social : activité de travail rétribué = menuiserie, manutention, conditionnement, chantier du second oeuvre, laverie-blanchisserie.	418 530	0	0
128	FRATERNITE	Accompagnement social GDV	X					Citoyenneté	R	Sensibiliser les habitants à l'importance de l'accueil de l'étranger, créer des passerelles avec les communautés minoritaires. Favoriser une meilleure connaissance interculturelle, favoriser l'accès aux droits des primo arrivants et leur accès au marché de l'emploi.	34 709	0	6 800
138	RADIO COLLEGE	Emissions de radio pour publics en difficulté	X	X		X		Citoyenneté	R	Diffusion d'une programmation de 3h quotidiennes sur les thèmes : intégration/culture, prévention et santé, lutte contre les discriminations et politique de la ville afin de promouvoir les actions menées localement.	15 550	0	6 000

152	VILLE LR PREVENTION	Stages de sensibilisation à la prévention des toxicomanies	X	X	X	X		Prévention	R	Projet de sessions de stage pour des groupes de 20 personnes pour tout public susceptible d'être un relais d'observation et d'orientation par rapport aux comportements conduisant à la dépendance (gardiens d'immeuble, parents d'élèves, adhérents des centres sociaux, bénévoles associatifs, animateurs, éducateurs, agents de prévention et correspondants de nuit...). Stages animés par une coordinatrice du CIRDD et interventions de professionnels (synergie 17, médecin MG-Tox, psychiatre, Douanes, ANPAA, Carpe Diem).	10 600	FIPD	1 000
TOTAL HORS CUCS											1 124 395	1 400	159 700
TOTAL GENERAL													

N° Dossier	Porteur de projet	Intitulé de l'action	Budget de l'action (TTC pour asso, HT pour communes)	Demande CUCS 2008	Subv CDA	Autofin.	% (*)	Autres Partenaires						Observations
								FEDER	Région	CG	CAF	Subv Etat	Autres	
1	Collectif des associations de VLS	Achat d'une yourte pour créer un lieu de travail et d'échanges permanent sur le quartier de VLS	9 615	7 692	7 692	1 923	20%							
2	Ville de La Rochelle - Service des Sports	Mise aux normes et extension de la salle de musculation de Mireuil	83 612	50 000	50 000	33 612	40%							
3	OPHLM	Sécurisation des halles d'immeubles de St Eloi	145 659	63 000	63 000									
4	Ville de La Rochelle - Service Aménagement Espace Public	City stade de St Eloi	85 610	35 500	35 500					14 000				
TOTAL			324 496	156 192	156 192	35 535		0	0	14 000				

(*) % d'autofinancement calculé sur le budget global
HT pour les communes et
TTC pour les associations

13-Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) - Contrat Régional de Développement Durable (CRDD) - Inscription 2008

Après avis favorable du Bureau communautaire, et après délibération, le Conseil communautaire décide de transmettre à la Région 8 projets du CUCS dont le montant total des subventions demandées au titre du Contrat Régional de Développement Durable s'élève, pour 2008, à 192 803 €.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme AMMOUCHE

14-Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) - Atelier Santé Ville (ASV) - Année 2008

Dans le cadre de la programmation 2008 du CUCS, un financement de 10 000 € CUCS CdA + 10 000 € Etat/ASV est proposé pour l'étude/diagnostic santé territorialisée sur le quartier de Mireuil-Laleu-La Pallice. Le maître d'ouvrage sera le service Santé de la Ville de La Rochelle.

Après avis favorable du Bureau communautaire, et après délibération, le Conseil communautaire décide de confier la mission de créer un atelier santé ville au service Santé de la Ville de La Rochelle.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme AMMOUCHE

15-Contrat Urbain de Cohésion Sociale (CUCS) - Nouvelle convention 2008 avec Électricité Réseau Distribution France (ERDF) et l'État

Après avis favorable du Bureau communautaire, et après délibération, le Conseil Communautaire décide d'autoriser Monsieur le Président à signer la convention ERDF, partenaire financeur dans le cadre du CUCS..

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme AMMOUCHE

16-Dispositif Cyberlocal - Inscription au Contrat Régional de Développement Durable 2007-2008

Ce dispositif est constitué de :

- 6 plates-formes gérées soit par une commune, soit par une association subventionnée par une commune de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle,
- Cybermobile, qui a vocation à animer des ateliers tournant dans les zones de la CdA ne disposant pas d'une plate-forme à proximité.

Une convention d'une durée de 3 ans (2006, 2007, 2008) a été établie avec les communes. Elle prévoit le versement d'une subvention de 13 000 € pour chaque emploi d'animateur pour les communes adhérentes au réseau et qui met à disposition une salle.

En 2006, la CdA a reçu dans le cadre du Contrat de Territoire Urbain, une subvention régionale complémentaire de 39 000 € soit 13 000 € pour chaque emploi d'animateur hors emploi-tremplin, c'est-à-dire pour les animateurs du cybermobile, des communes de Périgny et de Châtelailon. La CdA a donc reversé 13 000 € à ces deux communes.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme PEUDUPIN

17-Projet de rénovation urbaine de La Rochelle - Quartier de Mireuil - Signature de la charte locale d'insertion

L'article 10 de la loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine de 2003 prévoit l'élaboration et l'adoption d'une charte locale d'insertion qui intègre les exigences d'accès à l'emploi pour les habitants des Zones Urbaines Sensibles (ZUS).

Le porteur de projet est la Ville de La Rochelle, la Communauté d'Agglomération intervenant au titre de sa compétence Emploi et Insertion professionnelle.

La charte locale d'insertion est le fruit d'un travail collectif entre le service Renouvellement Urbain de la Ville de La Rochelle, les bailleurs sociaux (l'Office Public de l'Habitat de la CdA, la SA Atlantique Aménagement), les partenaires de l'emploi regroupés au sein de la Maison de l'Emploi, l'Initiative Régionale pour l'Insertion et la Solidarité (IRIS), les trois fédérations professionnelles du bâtiment et des travaux publics (Confédération de l'Artisanat et des petites Entreprises du Bâtiment, Fédération Régionale des Travaux Publics, Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics) et de la Communauté d'Agglomération.

L'objectif de cette charte est d'utiliser les opérations menées comme leviers pour l'insertion professionnelle des habitants des ZUS et du quartier de Mireuil en se fixant un objectif de 5 % des heures générées affectées à de l'insertion.

Le code des marchés publics ayant intégré des dispositions permettant d'afficher ces objectifs dans les appels d'offres lancés, les modalités proposées aux entreprises pour répondre aux clauses d'insertion seront les suivantes :

- Le recours à la sous-traitance et co-traitance avec des structures d'insertion d'activité par l'économique,
- Le recrutement direct,
- La mise à disposition de personnel par le biais d'association intermédiaire ou de travail temporaire d'insertion.

La coordination globale est assurée par la Maison de l'emploi. Un chargé de « relation entreprises » du PLIE aidera les entreprises à formuler leurs réponses relatives aux clauses d'insertion. Il diffuse les offres d'emplois, propose les candidats, suit les nouveaux salariés et assure la médiation avec les accompagnateurs sociaux si besoin.

Après délibération, le Conseil Communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la Charte Locale d'Insertion.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

18-Maison du Chômeur 17 - Subvention d'investissement

L'association Maison du Chômeur prévoit un budget de fonctionnement de 300 791 €, les recettes sont composées de diverses subventions et d'une quote-part reversée par les deux Associations Intermédiaires.

Aujourd'hui, et pour la première fois, la Maison du Chômeur sollicite la CDA à hauteur de 12 472 €, afin de cofinancer un certain nombre d'investissements nécessaires à son fonctionnement :

Budget prévisionnel d'investissement :

Postes de dépense	Qté	Total	Ressources	Total
Logiciels bureautiques	7	948.67 €		
Ordinateurs	8	4 265.30 €		
Téléviseur	1	342.84 €		
Caméscope	1	300.88 €		
Vidéoprojecteur	1	382.30 €	CdA	12 472.00 €
Photocopieur	1	9 350.00 €	Autofinancement	3 117.99 €
Total TTC		15 589.99 €		15 589.99 €

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir,
- de verser la subvention d'investissement demandée à l'association Maison du Chômeur 17.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

19-PLIE - Programmation 2008 - Prévisionnel de cofinancement CDA en contreparties

Les PLIE ou Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi s'inscrivent dans le Programme Opérationnel National du Fonds Social Européen - objectif « Compétitivité régionale et emploi » pour la période 2007 - 2013.

Le Fonds Social Européen (FSE) soutient et amplifie les efforts déployés par les collectivités (ou EPCI) et l'État en direction des publics en grande difficulté selon le principe des contreparties : 1 € dépensé sur le territoire fait venir 1 € de l'Europe.

Un PLIE est destiné à favoriser le retour à l'emploi des personnes en situation d'exclusion professionnelle sur un territoire donné. La CdA s'est engagée sur le front de la lutte contre l'exclusion professionnelle depuis 1994.

La programmation 2008 est proposée par le Comité de Pilotage du PLIE constitué des trois financeurs : Etat, CdA, Département. Elle résulte d'un appel à projets lancé fin 2007.

Les actions proposées s'articulent autour de cinq axes stratégiques définis dans le Protocole d'Accord : la formation, la prospection, relation à l'entreprise, le soutien à l'insertion par l'activité économique, l'accompagnement individuel renforcé, et l'animation et la gestion opérationnelles du dispositif.

Le montant global de la programmation 2008 s'élève à 1 463 607 € dont 659 825 € de FSE.

Les contreparties prévisionnelles de la CdA s'élèvent à 292 435 € pour 2008. Elles sont constituées de subventions ordinaires liées à sa politique emploi insertion professionnelle, des subventions liées au Contrat Urbain de Cohésion Sociale ainsi que de la valorisation de temps d'agent territorial, et de locaux mis à disposition à titre gracieux.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver la programmation 2008 proposée dans le tableau joint,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions à intervenir,
- d'approuver le cofinancement prévisionnel 2008 de la CdA qui s'élève à 292 435 €.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

20-Plan pour l'Agglomération Rochelaise pour l'Insertion et l'Emploi (PARIE) - Subvention de fonctionnement 2008 et convention

Dans le cadre de ses compétences Emploi & Insertion professionnelle, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle aide au financement des organismes relevant de l'intérêt communautaire en matière d'insertion professionnelle : la Mission Locale La Rochelle/Ré/Pays d'Aunis ; l'association PARIE ; le chantier d'insertion de Blan'cass et le Club des Chercheurs d'Emploi.

Pour l'année 2008, il est proposé d'attribuer à l'association PARIE une subvention à hauteur de 106 500€, afin de réaliser une action de prospection ciblée des entreprises de l'agglomération pour les personnes bénéficiaires du dispositif PLIE.

En conséquence, et après délibération, le Conseil communautaire décide :

- de verser à l'association PARIE la subvention de fonctionnement proposée ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir ;

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

21-BLANCASS - Chantier d'insertion - Subvention de fonctionnement 2008 et convention

Dans le cadre de ses compétences Emploi & Insertion professionnelle, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle aide au financement des organismes relevant de l'intérêt communautaire en matière d'insertion professionnelle : la Mission Locale La Rochelle/Ré/Pays d'Aunis ; l'association PARIE ; le chantier d'insertion de Blan'cass et le Club des Chercheurs d'Emploi.

Pour l'année 2008, il est proposé d'attribuer à l'association BLANCASS au titre de son chantier de récupération et recyclage du matériel électroménager une subvention à hauteur de 16 320 €.

Cette convention précise les missions de la structure, les dispositions financières, la durée de la convention etc.

En conséquence, et après délibération, le Conseil communautaire décide :

- de verser à l'association BLANCASS la subvention de fonctionnement proposée ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

22-Réseau des points emploi - Villeneuve-les-Salines - Subvention de fonctionnement 2008 et convention

Le réseau des Points Emploi a pour missions de :

- Repérer des personnes qui sont en recherche d'emploi, mais qui ne sont dans aucun dispositif ;
- Accueillir, écouter et orienter les personnes qui résident en Zones Urbaines Sensibles en donnant les informations souhaitées et en les orientant vers des dispositifs d'accompagnement.

Pour l'année 2008, il est proposé d'attribuer au Point Emploi de quartier de Villeneuve les Salines porté par la Régie de quartier Diagonales, une subvention de fonctionnement à hauteur de 22 000 euros.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de verser une subvention de fonctionnement de 22 000 euros au Point Emploi de Villeneuve les Salines porté par la Régie de quartier Diagonales ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention et les documents à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

23-Commune de La Rochelle - Construction des locaux d'activités d'une régie de quartier à Villeneuve Les Salines - Maîtrise d'œuvre - Avenant au marché

La mission de maîtrise d'œuvre pour la construction des locaux d'activités d'une régie de quartier à Villeneuve les salines a été attribuée au cabinet d'architectes ARCATURE, pour un montant de 29 670,00 euros HT.

Les futurs occupants, au cours des études, ont souhaité augmenter la superficie du bâtiment réservée à l'administration (bureaux, sanitaires...) qui passerait ainsi de 272 m² à 361 m². En revanche, la partie ateliers se réduit, passant de 308 m² à 215 m². Il a de plus été décidé d'installer un ascenseur au premier étage. Les différentes modifications conduisent à fixer le coût prévisionnel des travaux à 580 000 euros HT.

Cela entraîne une augmentation légitime des honoraires, qui devraient, après négociation menées avec l'architecte, passer de 25 370 euros HT à 34 220 euros HT + 4 300 euros de mission OPC, à intégrer au marché par voie d'avenant.

Après délibération, le Conseil communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant ci-dessus exposé.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

24-Commune d'Aytré - Zone d'aménagement différé « Pointe de Roux » - Acquisition de terrain à Monsieur Gilbert BOUCHER

La Zone d'Aménagement Différé de la Pointe de Roux a été créée par arrêté préfectoral en date du 11 août 2000, au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'acquérir à Monsieur Gilbert BOUCHER le terrain de la parcelle cadastrée BA n°60 d'une superficie de 4 075 m², situé dans le périmètre de la Z.A.D. de la Pointe de Roux au prix de 122 250 €, libre de toute occupation.
- de conclure une convention d'occupation précaire avec M. TUFFET Jean-Pierre, qui souhaite poursuivre l'exploitation de ce terrain,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tout autre document
- d'imputer cette dépense sur le budget de la Communauté d'Agglomération

Ce terrain est classé en zone 1 NA au Plan d'Occupation des Sols de la commune d'Aytré.

Ce prix correspond à l'estimation des Services Fiscaux en date du 21 août 2007.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEGET

25-Commune de Dompierre-Sur-Mer -Aménagement de la zone artisanale de la Corne Neuve - Acquisition d'un terrain à Madame Thérèse GAUDIN

Dans le cadre de l'aménagement de la zone artisanale de « la Corne Neuve » à Dompierre-Sur-Mer, le Conseil Communautaire décide après délibération :

- d'acquérir à Madame GAUDIN le terrain cadastré section ZD n° 6 de 7200 m² au prix de 72 000€ ;
- de verser à l'exploitant, Monsieur Gérard GAUDIN, une indemnité d'éviction de 2 232 € ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tout autre document ou acte ;
- d'imputer la dépense sur le budget prévu.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEGET

26-Commune de L'Houmeau - ZAC multisites - Acquisition d'un terrain à la société LES TERRES D'AUNIS PROMOTION

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'acquérir à la société Les Terres d'Aunis le terrain situé au lieu dit " Le Petit Monsidun", dans le périmètre de la ZAC multisites de L'Houmeau, et cadastré ZC 10 pour 4 790m² au prix de 239 500€ ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tout document ou acte ;
- d'imputer la dépense sur le budget prévu de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

Le prix est conforme à l'avis des services fiscaux.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEGET

27-Commune de La Rochelle - Zone d'activités de Fief de Cueil - Acquisition d'un terrain aux Consorts BLANCHARD

Dans le cadre d'un projet d'extension de cette zone d'activités, le Conseil Communautaire décide, après délibération :

- d'acquérir à l'amiable aux Consorts BLANCHARD le terrain situé lieu-dit "La Cravachée" à La Rochelle cadastré BT 549 pour 17 145 m² au prix de 310 000€ ;
- de verser à l'exploitant une indemnité d'éviction de 5 143,50€ ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tout document ou acte ;
- d'imputer la dépense sur le budget prévu.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEGET

28-Commune de Puilboreau - Zone d'activités de Beaulieu Est - Acquisition de terrains aux Consorts DAMOUR

Les Consorts DAMOUR sont propriétaires de terrains situés lieu-dit "Le Treuil Gras" à Puilboreau cadastrés section ZE 752 pour 58 571 m², ZE 131 pour 463 m², ZE 130 pour 277 m², soit une superficie totale de 59 311 m².

La Communauté d'Agglomération doit acquérir ces parcelles pour réalisation d'un aménagement de voirie avec création d'espaces verts et à terme réalisation d'une extension de la zone d'activités de Beaulieu. Les services fiscaux ont estimé ce terrain actuellement en nature de terre agricole à 5€ le m².

Toutefois, une superficie de 9460 m² de la parcelle ZE 752 est destinée à terme à une extension de la zone d'activités de Beaulieu. Aussi, le prix de cession retenu en accord avec les vendeurs prend cet élément en considération : soit 437 000€. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération devra acquitter un complément de prix de 15€ par m² supplémentaire au bénéfice des vendeurs si dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte de vente, il s'avère que cette superficie destinée aux activités commerciales devait être supérieure à 9460 m².

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'acquérir les terrains ci-dessus désignés au prix de 437 000€,
- de verser à l'exploitant une indemnité d'éviction de 18 046€,
- de verser un complément de prix aux vendeurs aux conditions ci-dessus mentionnées,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte à intervenir et tout document ou acte.
- d'imputer la dépense sur le budget prévu.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LEGET

29-Service public de l'assainissement - Rapport annuel 2007

Conformément à la loi n° 95-101 du 02 février 1995 au décret du 06 mai 1995 et à l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement, destiné notamment à l'information des usagers doit être présenté.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'adopter les termes de ce rapport, qui peut être consulté au service administration générale,
- d'adresser ce rapport tous les Maires des communes de la Communauté d'Agglomération, et de la proposer à l'information des usagers, conformément aux dispositions du décret du 06 mai 1995

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. GRIMPRET

30-Diagnostics de raccordements au réseau des eaux usées - Dossier de Consultation des Entreprises

Pour préserver la qualité des eaux littorales, la CDA de la Rochelle s'est engagée à fiabiliser les systèmes d'assainissement de façon à pérenniser les usages du milieu, à savoir les activités de baignade, de pêche à pied, de conchyliculture et de sports nautiques.

Certaines zones de baignade présentent une sensibilité particulière. Afin de rechercher toute source éventuelle de pollution, il convient d'étudier la présence éventuelle de raccordements non conformes au réseau d'eaux usées dans des secteurs où les nappes souterraines communiquent avec les eaux littorales.

En priorité, les diagnostics de raccordements sont envisagés sur les zones littorales des communes de Châtelailon-Plage et Aytré, ainsi que sur la commune de Nieul/Mer sur laquelle très peu d'informations existent. Ceci concerne de 3 000 à 4 000 immeubles, comprenant des logements et des activités. L'opération est susceptible d'être subventionnée par l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

La mise en œuvre pourra s'effectuer sur une durée de 2 ans, pour un coût global estimé entre 250 000 € et 350 000 € HT.

Pour mener à bien cette opération, un dossier de consultation d'entreprises a été préparé, en vue de passer un marché sur appel d'offres ouvert pour l'établissement d'un marché fractionné à bons de commande pour une durée de deux ans.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'approuver le dossier de consultation des entreprises ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à lancer la consultation et procéder aux formalités d'appel d'offres ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer le marché à intervenir ;
- d'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer la demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. GRIMPRET

31-Commune de La Rochelle - Curage du bassin pluvial de Tasdon Sud - Dossier de Consultation des Entreprises

Dans le cadre de sa compétence « Pluvial Primaire », la Communauté d'Agglomération assure la gestion de 9 bassins de rétention en eau, représentant une superficie totale de 27,9 hectares, dont la fonction de ces bassins est de stocker les eaux pluviales des zones urbaines de l'agglomération.

Au fil des années l'envasement a considérablement réduit leur capacité de stockage. Cette situation génère en outre des nuisances (prolifération d'algues, mortalité piscicole, odeurs...).

La Communauté d'Agglomération de La Rochelle envisage par conséquent de procéder à leur curage. Une opportunité de valorisation est proposée par le Port Autonome dans le cadre de son extension sur l'anse Saint Marc.

Les travaux consistent à extraire les sédiments puis à les évacuer vers une aire d'épandage située sur la commune de Marsilly. Après séchage, les sédiments seront repris et transportés au Port Autonome de La Rochelle. Ils font l'objet d'un marché d'appel d'offres ouvert.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'engager cette opération pilote de curage des sédiments,
- d'approuver le dossier de consultation des entreprises,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à lancer la consultation et procéder aux formalités d'appel d'offres,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le marché,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à engager la procédure de Déclaration auprès de Monsieur le Préfet de Charente Maritime.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. GRIMPRET

32-Service d'élimination des déchets - Rapport d'activité 2007

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de prendre connaissance du rapport 2007 sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets conformément au décret n° 2000-404 du 11 mai 2000. Ce rapport peut être consulté au service administration générale,
- d'adopter les termes de ce rapport,
- d'adresser ce rapport à tous les maires des communes de la Communauté d'Agglomération et de le proposer à l'information des usagers, conformément aux dispositions du décret n° 2000-404 du 11 Mai 2000.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. DURIEUX

33-Travaux d'améliorations de voiries des zones d'intérêt communautaire - Procédure d'accord cadre - Dossier de Consultation des Entreprises

Pour l'amélioration des voiries des zones d'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération établit des marchés de travaux de VRD, qui arrivent bientôt à terme.

Il peut être procédé à une consultation par voie d'appel d'offres ouvert pour accords-cadres. Cette prestation, qui fera l'objet d'un lot unique, est estimée à un montant annuel de 500 000 € HT.

Après délibération, le conseil communautaire, autorise Monsieur le Président ou son représentant :

- à mener la procédure décrite et à signer les accords-cadres
- à procéder aux mises en concurrence ultérieures et à signer les marchés-cadres qui en découleront.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LAMBERT

34-Travaux de réparations de voirie des zones d'intérêt communautaire - Dossier de Consultation des Entreprises

Pour l'amélioration des voiries des zones d'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération établit des marchés de travaux de VRD, qui arrivent bientôt à terme.

Pour procéder à une nouvelle consultation, s'agissant des travaux de réparation, il convient de mener une procédure d'appel d'offres ouvert. Les prestations seront séparées en deux lots géographiques et feront l'objet de marchés à bons de commande avec un minimum de 300 000 € HT et un maximum de 1 200 000 € HT par an, pour le total des deux.

Après délibération, le conseil communautaire, autorise Monsieur le Président ou son représentant :

- à mener la procédure décrite
- à signer le marché à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. LAMBERT

35-Commune de Puilboreau - Installation de chauffe eau solaires individuels dans six logements locatifs sociaux par l'office public de l'habitat de la CDA - Participation financière

Au titre de ses compétences « qualité de l'air » et « mise en valeur et protection de l'environnement », la Communauté d'Agglomération de La Rochelle souhaite encourager sur son territoire le développement des énergies renouvelables.

Dans ce cadre, la CDA attribue une aide forfaitaire de 500 € aux particuliers pour les installations de chauffe-eau solaire individuel, et soutient au cas par cas, après étude, les réalisations de ce type en habitat collectif.

L'Office Public de l'Habitat de la C.D.A. sollicite de la Communauté d'Agglomération une aide financière pour l'installation d'un chauffe-eau solaire individuel dans chacun des six logements locatifs sociaux d'un bâtiment collectif, actuellement en cours de construction sur le nouveau lotissement « les Passeroses » dont il est propriétaire à Puilboreau. Soit au total 27,6 m² de capteurs solaires pour une production d'énergie annuelle estimée à 12.000 KWh.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- l'attribution d'une participation forfaitaire de soutien de 2.500 € représentant 10 % du coût global à l'Office Public de l'Habitat de la C.D.A. pour cette installation.
- d'imputer la dépense correspondante sur les crédits prévus à cet effet au Service Environnement.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. JOUBERT

36-Commune de Lagord - Zone d'activités des Greffières - Projet d'implantation d'un programme tertiaire - Autorisation de dépôt du permis de construire - Signature d'une promesse synallagmatique de vente

Le groupe de promotion immobilière « CELEOS » a sollicité la Collectivité en vue de réaliser un immeuble de bureaux dans la zone d'activités des Greffières à LAGORD. Ce projet consiste à construire un programme d'une surface de 2 500 m² répartis sur 3 étages.

La parcelle envisagée pour ce projet, d'une surface de 4 604 m² (sous réserve du bornage définitif), cadastrée ZC 724 est située rue du Bois d'Huré dans la Zone des Greffières.

La transaction envisagée interviendrait sur la base de 60 € HT/m², payable comptant à la signature de l'acte de vente, frais notariés et honoraires de géomètre en sus, sous réserve de l'avis des Services Fiscaux.

Par ailleurs, l'acte de cession comportera, d'une part, l'obligation de construire dans le délai de 1 an à compter du jour de signature de l'acte de cession du terrain le programme immobilier projeté et validé par la Communauté d'Agglomération qui, en cas de non respect de ce délai, bénéficiera d'un droit de retour et, d'autre part, une clause de complément de prix au profit de la Collectivité en cas de non respect des conditions de prix de cession ou de location telles que mentionnées dans la présentation du projet acceptée par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de céder, selon les conditions ci-dessus exposées, au groupe « CELEOS » ou à toute entité venant à s'y substituer, la parcelle de terrain sus-désignée moyennant paiement comptant, le jour de la vente, du prix de 60 € HT/m², frais d'acte et de géomètre en sus ;
- d'autoriser la société à effectuer sous son entière responsabilité et à ses frais toutes études de sol préalables au dépôt du permis de construire, avec obligation de remise en état en cas de non-acquisition par la société, et à déposer d'ores et déjà un Permis de Construire sur la parcelle appartenant à la Communauté d'Agglomération cadastrée ZC 724 ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'acte translatif de propriété à intervenir, éventuellement précédé de la signature d'une promesse synallagmatique de vente ;
- d'inscrire la recette correspondante au Budget Annexe des Affaires Économiques.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

37-Festival de la fiction TV - Subvention et convention

Le Festival de la Fiction TV a choisi de s'installer à La Rochelle en 2007 pour sa 9^{ème} édition. La dixième édition est programmée cette année du 17 au 21 septembre.

Le budget de la manifestation pour l'édition 2008 est évalué par l'organisateur à 919 067 € (856 030 € en 2007), afin de couvrir les dépenses liées à l'augmentation des frais techniques, à la location d'espaces et à l'organisation des festivités du 10^{ème} anniversaire du festival, notamment d'un village du festival sur le cours des Dames.

Les collectivités territoriales concernées sont sollicitées selon les conditions suivantes :

Région	47 300 € (43 000 € en 2007)
Département	75 000 € (68 000 € en 2007)
CdA	28 230 € (25 667 € en 2007)
Ville	28 230 € (25 667 € en 2007)

La Ville a d'ores et déjà donné son accord de principe sur cette sollicitation.

Au regard de l'intérêt notamment économique de l'installation du Festival de Fiction TV pour le territoire de l'agglomération, il est proposé d'attribuer une subvention de 28 230 € pour l'édition 2008 à l'association du festival de la fiction.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'attribuer une subvention de 28 230 € à l'Association du Festival de la Fiction
- d'accepter les termes de la convention ci-jointe,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à la signer.

Adopté à l'unanimité.
RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

38-Commune d'Aytré - Développement universitaire - Desserte de grands jeux en énergie électrique - Convention avec ERDF

Pour l'alimentation en énergie électrique du terrain de grands jeux dans la partie Sud du Site de Bongraine, ERDF projette la réalisation d'un transformateur sur un terrain propriété de la Communauté d'Agglomération référencée BK 30. ERDF a proposé l'établissement de deux conventions.

Après délibération, le Conseil Communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les conventions fixant servitude sur ce terrain, une pour l'installation du poste, l'autre pour la ligne souterraine correspondante.

Adopté à l'unanimité.
RAPPORTEUR : M. VATRÉ

39-Biens acquis par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle et mis a la disposition de la RTCR - autorisation de destructions de deux véhicules - Sortie d'Inventaire

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'autoriser la destruction des véhicules : 1 autobus HEULIEZ immatriculé 2385 SR 17, acquis en 1986 ; 1 minibus RENAULT équipé pour les personnes à mobilité réduite immatriculé 7707 VP 17, acquis en 1995.
- de rayer ces véhicules de l'inventaire des biens de la Communauté d'Agglomération mis à la disposition de la RTCR.

Adopté à l'unanimité.
RAPPORTEUR : M. LEROY

40-Plan pour l'Agglomération Rochelaise pour l'Insertion et l'Emploi (PARIE) - Subvention

L'association PARIE propose la réalisation d'une enquête qualitative sur le devenir des personnes qui ont bénéficié du Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi entre 1994 et 2007.

Les objectifs poursuivis sont les suivants :

- Mesurer le taux d'insertion durable des personnes en sorties positives emploi ou formation,
- Mesurer la plus value que le PLIE a apportée durant toutes les étapes de parcours vers une sortie positive,
- Identifier et proposer des axes de progrès en matière d'outils spécifiques PLIE.

200 questionnaires ou entretiens seront réalisés. La durée prévisionnelle de l'enquête est de 6 mois.

Plan prévisionnel de financement de cette enquête :

Intitulé	Total
Achats	304 €
déplacements	800 €
téléphone - frais postaux	500 €
Charges du personnel	
salaire brut chargé de mission	6 735 €
Prime sur réalisation	1 000 €
charges sociales	945 €
Tickets restaurant	398 €
Administratif, appui technique et informatique	
TOTAL CHARGES	10 682 €
Etat	3 000 €
Département	2 682 €
Communauté d'Agglomération de La Rochelle	5 000 €
TOTAL PRODUITS	10 682 €

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de soutenir l'association PARIE dans cette étude,
- de verser la subvention exceptionnelle demandée,
- d'autoriser le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme THOREAU

41-Contentieux - Monsieur et Madame BAYOU C/ Communauté d'Agglomération de La Rochelle - Autorisation de défendre

En décembre 2006, Monsieur BAYOU a contesté le bien fondé de la participation à l'égout de 1 404,98 € dont il s'est acquitté pour son habitation sur un terrain sis 1 allée de l'Île d'Yeu, au motif que les ouvrages d'assainissement avaient été mis à la charge de l'aménageur de la ZAC, et demandé le remboursement de celle-ci auprès des services de la Communauté d'agglomération.

En l'absence de paiement, Monsieur et Madame BAYOU ont saisi le Tribunal Administratif de Poitiers afin d'obtenir l'annulation de la participation pour raccordement à l'égout demandée et le remboursement de la somme versée.

Après délibération, le Conseil communautaire décide :

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à défendre à l'action engagée et à toutes celles qui viendraient à l'être par les requérants et ce devant toutes juridictions et au besoin faire appel des décisions rendues
- de charger le cabinet SEBAN, avocat à Paris, de la défense des intérêts de la Communauté d'Agglomération
- de lui payer ses frais, honoraires, acomptes et provisions.

Adopté à l'unanimité

RAPPORTEUR : M. LEGET

42-Commune de L'Houmeau et de La Rochelle - Zone d'activités de Monsidun - Aménagement d'un giratoire - Acquisition d'un terrain complémentaire à Monsieur Pierre BONNEAU

La régularisation de l'emprise du giratoire desservant la zone d'activités de Monsidun à L'Houmeau nécessite l'acquisition d'un terrain complémentaire d'environ 135 m² à détacher de la parcelle cadastré BV n°125 appartenant à Monsieur Pierre BONNEAU, et exploitée par son fils, Monsieur Michel BONNEAU.

Après négociation, il est proposé d'acquérir ce terrain classé en zone NC au prix de 10€/m², net vendeur.

Monsieur Michel BONNEAU, en sa qualité d'exploitant, renonce à percevoir l'indemnité d'éviction due en réparation du préjudice causé par la privation de l'exploitation de ce bien.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'acquérir ce terrain aux conditions ci-dessus énoncées,
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tous actes et à accomplir toutes les démarches nécessaires,
- d'imputer les dépenses sur le budget prévu à cet effet.

Adopté à l'unanimité

RAPPORTEUR : M. LEGET

43-Commune de La Rochelle - Pampin Sud - Acquisition de terrains non bâtis à Monsieur Louis BOMPOINT - Constitution de réserves foncières

Monsieur Louis BOMPOINT a proposé à la Communauté d'Agglomération de La Rochelle de lui acquérir deux parcelles de terrains cadastrés BW 36 pour 1 023m² et BW 220 pour 1 477m² lui appartenant situées lieu dit "Pampin sud" à La Rochelle.

Afin de constituer des réserves foncières, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'acquérir ces terrains au prix de 4€/m²; indemnité versée à l'exploitant agricole d'un montant de 0,50 cts/m² en sus soit pour un montant total de 11 250€ ;

- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer tout acte et documents relatifs à cette acquisition (géomètre, notaire)
- d'imputer les dépenses sur le budget prévu à cet effet

Adopté à l'unanimité
RAPPORTEUR : M. LEGET

44-Commune de Saint-Vivien - Autorisation de déversement des eaux usées industrielles de l'Établissement Sud Lavage

L'établissement Sud Lavage situé à Saint-Vivien, zone artisanale des Bonneveaux, utilise partiellement une ressource en eau privée pour alimenter ses aires de lavages qui sont raccordées au réseau d'assainissement.

Selon l'article L1331-10 du Code de la Santé Publique et le chapitre III du règlement du Service Assainissement, « tout déversement d'eaux usées, autres que domestiques, dans les égouts publics doit être autorisé par la collectivité à laquelle appartiennent les ouvrages qui seront empruntés par ces eaux usées avant de rejoindre le milieu naturel ».

La Société Sud Lavage est concernée par ces dispositions. Les caractéristiques des effluents provenant des aires de lavage automobile permettent leur déversement dans la mesure où ils ne pourront, en aucun cas, excéder 3000 m³ par an et 10 mg/l d'hydrocarbures.

Après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'autoriser l'établissement SUD LAVAGE à rejeter ses eaux industrielles dans le réseau public d'assainissement d'eaux usées aux conditions indiquées ci-dessus.
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention spéciale de déversement, selon le modèle approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 29 septembre 2000, dans le cadre de cette autorisation.

Adopté à l'unanimité.
RAPPORTEUR : M. GRIMPRET

45-Tri et conditionnement des déchets ménagers - Avenant au marché

Depuis l'incendie du centre de tri et de conditionnement des déchets ménagers de Salles sur Mer, la Société TRI 17 poursuit l'exécution du marché avec ses moyens propres et selon les modalités financières initiales.

Le temps de construire une nouvelle unité de tri au lieu et place de celle existante, et pour permettre à la CDA de mettre en œuvre l'ensemble des études et procédures de dévolution, le marché avec la Société TRI 17 doit être poursuivi jusqu'au 31 Décembre 2010, ce qu'autorisent les dispositions contractuelles.

Aussi, compte-tenu des nouvelles contraintes supportées par l'exploitant (transport et traitement des déchets dans un centre de tri en Charente), il convient d'ajuster le marché du 20 Novembre 2003 basé sur une partie forfaitaire annuelle de 568 190,00 € HT et sur une partie proportionnelle de 81,17 € HT la tonne, portant respectivement à 732 305,04 € HT et 101,68 € HT la tonne.

Ainsi, après délibération, le Conseil communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer les avenants ci-dessus exposés.

Adopté à l'unanimité
RAPPORTEUR : M. DURIEUX

46-Commune de Périgny - Aménagement de la zone des quatre Chevaliers - Travaux de fouilles archéologiques - Dossier de Consultation des Entreprises

Il convient, à la Communauté d'Agglomération de faire procéder à des travaux de fouilles sur la zone d'activités des Quatre Chevaliers à Périgny pour un coût estimé à 400 000 € HT, réalisé par marché selon une procédure d'appel d'offres ouvert.

Après délibération, le conseil communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à mener la procédure décrite et à signer le marché à intervenir.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

47-Commune de La Rochelle - Zone Artisanale des Rivauds - Construction d'un village d'entreprises - Desserte en gaz - Convention avec GRDF

Pour la desserte en gaz naturel du Village d'Entreprises que la Communauté d'Agglomération réalise dans la Zone Artisanale des Rivauds à Laleu, GAZ-RESEAU-DISTRIBUTION-FRANCE propose l'établissement d'une convention qui définit les conditions selon lesquelles seront réalisés et financés les ouvrages, prise en charge par GRDF du coût d'investissement du réseau d'amenée ainsi que les ouvrages à l'intérieur de la zone, à l'exclusion des travaux de terrassement réalisés par la Communauté d'Agglomération, ainsi que la création d'une servitude.

Après délibération, le conseil communautaire, autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention ci-dessus exposée.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

48-Commune d'Aytré - Extension de la zone de Belle Aire Sud - Déclarations préalables et autorisations administratives

Au titre de sa compétence en matière de développement économique, la Communauté d'Agglomération a décidé d'étendre la zone d'activités de Belle Aire Sud à Aytré et avant de pouvoir effectuer les différentes cessions aux futurs acquéreurs, il est nécessaire de procéder à de nouveaux découpages de terrains, qui doivent être précédés de déclarations préalables.

Après délibération, le conseil communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à effectuer les démarches administratives correspondant aux déclarations préalables et à celles relatives à la Loi sur l'Eau.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

49-Sunny Side of The Doc - Subvention complémentaire

La troisième édition rochelaise du marché international du documentaire « Sunny Side of the Doc » s'est tenue du 24 au 27 juin 2008 à l'Espace Encan.

La convention triennale conclue avec l'organisateur, la société Doc Services installée au Gabut, prévoit le versement d'une subvention de 20 000 euros en 2008.

Dans un contexte de développement des projections publiques mises en place cette année, la société Doc Services a sollicité auprès de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle une subvention complémentaire de 7 000 euros.

Considérant le fort impact économique de la manifestation tant pour la filière que pour les retombées induites par la présence des participants, l'important retentissement médiatique de la manifestation, participant au renforcement du positionnement de la Communauté d'Agglomération de La Rochelle sur la filière Image, et après délibération, le Conseil Communautaire décide d'attribuer une subvention complémentaire de 7 000 € à la société Doc services.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

50-Commune de La Rochelle - Chef de Baie - Bâtiment Ex-SOGESMAT- Contrat de concession au profit du G.I.E APROFIL

La Communauté d'Agglomération de La Rochelle, titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime de l'Etat, a accepté le principe d'une mise à disposition du bâtiment ex-SOGESMAT au profit du G.I.E. APPROFIL, jusqu'au 3 Juillet 2008.

Le G.I.E. APPROFIL n'ayant pu réaliser à ce jour son projet de construction de ses propres locaux, il est proposé d'accorder à nouveau au G.I.E. APPROFIL un contrat de concession du bâtiment ex-SOGESMAT, pour une période de 6 mois allant du 4 juillet 2008 au 3 janvier 2009, dans les mêmes termes et conditions que ceux mentionnés aux précédents contrats.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- d'accepter de consentir au G.I.E. APPROFIL un nouveau contrat de concession du bâtiment ex-SOGESMAT, d'une durée de 6 mois à compter du 4 janvier 2008, dans les termes et conditions ci-dessus mentionnés ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer le contrat à intervenir et tous documents nécessaires à cet effet ;
- d'inscrire la recette correspondante au Budget Annexe des Affaires Économiques.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

51-Commune de La Rochelle - Hôtel d'entreprises des Minimes - Société AUTOCADEAUX - Mise à disposition d'un bureau

Un local de 57,85 m² dans l'Hôtel d'Entreprises des Minimes, dénommé « Unité 10 », pourrait être proposé à Monsieur DEVAUX représentant la Société « AUTOCADEAUX », société de conception d'un fauteuil de bureau innovant - boutique en ligne de produits dérivés automobile.

Une convention de mise à disposition pourrait être établie à cet effet selon les conditions d'occupation suivantes :

- Une durée d'un an, renouvelable une fois par tacite reconduction, à compter du 1^{er} juillet 2008 ;
- Le montant du loyer sera déterminé sur la base de 7 € HT/m²/mois, soit 404,95 € HT mensuel ;

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de louer à la Société «AUTOCADEAUX» un local de 57,85 m², moyennant le prix de 404,95 € HT mensuel, et ce, à compter du 1^{er} juillet 2008 et pour une durée de 24 mois maximum ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir ;
- d'imputer les recettes au Budget Annexe des Affaires Économiques.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

52-Commune de Périgny - Hôtel d'entreprise - Changement de local - Entreprise COMPTOIR DES EPICES DE L'ATLANTIQUE - Mise à disposition de local - Entreprise ELYSANN CONCEPT

Par délibération du Conseil Communautaire du 26 janvier 2007, la Communauté d'Agglomération de La Rochelle acceptait de louer au bénéfice de Monsieur Jean-Pierre DEAUDET, représentant en sa qualité de gérant de la S.A.R.L. COMPTOIR DES ÉPICES DE L'ATLANTIQUE (COMEPIA), un local d'environ 235 m² (unité G3) pour y exercer une activité d'élaboration, conditionnement et commercialisation aux professionnels de produits à base d'épices.

La société COMEPIA travaille en synergie avec la société ELYSANN CONCEPT, représentée par Mme JAHAN - conception, fabrication et commercialisation de matériels des métiers de bouche et alimentaire.

Les deux sociétés ont des liens capitalistiques via leurs gérants.

Madame Christine JAHAN, en sa qualité de gérante de la SARL ELYSANN CONCEPT, a sollicité la Communauté d'Agglomération de La Rochelle pour la mise à disposition d'un local en hôtel d'entreprises afin d'y exercer une activité de conception, fabrication et commercialisation de matériels des métiers de bouche et alimentaire.

Mme JAHAN a également sollicité de la collectivité la possibilité de sous-louer une partie du local d'ELYSANN CONCEPT à la société COMEPIA. Ainsi M. DEAUDET, gérant de la société COMEPIA, mettra fin à son contrat de concession.

Compte tenu des surfaces disponibles actuellement, un local de 446 m² dans l'Hôtel d'Entreprises de Périgny, dénommé « Unité B6 », pourrait être proposé à la société ELYSANN CONCEPT.

La société ELYSANN CONCEPT a également le projet d'acquérir un bien immobilier dénommé le Village d'Entreprises de Périgny - bâtiment n°2 - sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de LA ROCHELLE. Un délai de 2 ans maximum semble nécessaire afin de finaliser l'ensemble de cette opération.

Une convention d'occupation d'une durée de 2 ans, à compter du 1^{er} août 2008, soit jusqu'au 31 juillet 2010, pourrait être établie selon les conditions suivantes :

Loyer de 2 € HT/m² mensuel la première année, soit 892 € HT/ mois ;
3 € HT/m² mensuel la deuxième année,

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de louer à la société « SARL ELYSANN CONCEPT » un local de 446 m², moyennant le prix de 892 € HT mensuel, et ce, à compter du 1^{er} août 2008 et pour une durée de 2 ans maximum ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer la convention à intervenir ;
- d'imputer les recettes au Budget Annexe du service Développement Économique.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

53-Commune de Périgny - Zone industrielle - Hôtel d'entreprise - Société GEMM SÖORUZ - Prolongation de la mise à disposition d'un local

La convention d'occupation un local d'environ 340 m², avec la société « GEMM SÖORUZ », étant expirée depuis le 6 juin 2008, une prolongation à titre tout à fait dérogatoire et exceptionnel est requise afin de permettre à la société GEMM SÖORUZ (activité de création, fabrication et distribution de vêtements pour la glisse et plus largement pour la mer) de poursuivre son activité dans l'attente de la livraison du Centre d'Affaires Nautiques 2.

Un avenant de prolongation pourrait intervenir dans les conditions suivantes :

- Durée de l'avenant : 7 mois et 24 jours, soit du 7 juin 2008 au 31 janvier 2010 ;
- Montant de la redevance :
Du 7 juin 2008 au 6 juin 2009 : 340 m² x 3 € HT/m² = 1 020,00 € HT/mois
Du 7 juin 2009 au 31 janvier 2010 : 340 m² x 4 € HT/m² = 1 360,00 € HT/mois

Toutes les autres clauses de la convention d'origine demeurent inchangées.

En conséquence, et après délibération, le Conseil Communautaire décide :

- de consentir à la société GEMM SÖORUZ un avenant à la convention d'occupation initiale selon les conditions figurant ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président ou son représentant à signer l'avenant à intervenir ;
- d'inscrire les recettes au budget annexe du service Développement Économique.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme SIMONÉ

54-400^{ème} anniversaire de la fondation de la ville de Québec - Subvention

La ville de La Rochelle a sollicité la Communauté d'Agglomération pour qu'elle prenne part, à hauteur de 50 000 €, au financement des célébrations du 400^{ème} anniversaire de la fondation de la ville de Québec organisées à La Rochelle du 1^{er} au 8 mai 2008.

Le budget total des célébrations de ce 400^{ème} anniversaire est de 740 000 €. La ville de La Rochelle y contribue à hauteur de 300 000 €, la Région Poitou-Charentes et le Département de la Charente-Maritime y participent notamment chacun à hauteur de 85 000 €.

Considérant le fort retentissement de la manifestation tant au plan médiatique, pour l'image de l'agglomération, qu'au plan économique pour les retombées induites par la présence des participants, après délibération, le Conseil Communautaire attribue une subvention de 50 000 € à la Ville de La Rochelle pour l'organisation du 400^{ème} anniversaire de la fondation de la ville de Québec.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : Mme BRIDONNEAU

55-Coopération décentralisée - Actions 2008

I - INDONÉSIE :

L'actuel programme repose sur un partenariat avec le District de Flores Est et porte sur la gestion de l'eau et de l'assainissement, programme dont la CdA a confié la maîtrise d'œuvre à l'Université de La Rochelle, qui accueillera des étudiants indonésiens dans trois programmes de double-diplôme : « Master en Planification du Développement Urbain et Régional », « Master en Biologie et Economie du Développement » et « Master en Economie du Développement » en collaboration avec des universités indonésiennes.

Crédits inscrits au budget 2008 : CdA : 23 200 €

MAE : 14 500 €

Région : 14 500 €

II - HAÏTI :

La Communauté d'Agglomération a élaboré, en relation avec l'Ambassade France en Haïti, un programme visant à contribuer à la formation des élus locaux haïtiens sur deux exercices 2007 et 2008. La CdA a délégué à l'Association « La Rochelle Solidarité Internationale » l'organisation d'un séminaire à La Rochelle pour huit élus haïtiens qui vont organiser en Haïti, avec le concours de la CdA, des journées de formations des nouveaux élus locaux.

Crédits inscrits au budget 2008 : CdA : 8 932 €

MAE : 6 534 €

Région : 6 534 €

L'envoi en Haïti par l'association « La Rochelle Solidarité Internationale » d'un conteneur comprenant des dons émanant des communes de l'agglomération (mobilier, livres...) ainsi que du matériel pédagogique, qui permettra de poursuivre l'aide que lui apporte depuis 2002 l'agglomération rochelaise.

Crédit inscrit au budget 2008 : 18 500 €

Après délibération, le Conseil Communautaire autorise Monsieur le Président ou son représentant à signer tout document relatif à ces dossiers.

Adopté à l'unanimité.

RAPPORTEUR : M. GROSCOLAS

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20 heures.